

## **NATION**

- Le Président Tshisekedi « ouvert » au dialogue, mais sans « insulter » les populations de l'Est

**PAGE 2**

- RDC : les États-Unis ont condamné des attaques attribuées à l'État islamique à Beni

**PAGE 3**

## **CODE DU NUMERIQUE**

- RDC : le partage d'une fausse information sur les réseaux sociaux incrimine son auteur (Un avocat)

**PAGE 12**

## **AFFAIRES JUDICIAIRES**

- RDC : prison à vie requise contre le lieutenant-général Philémon Yav pour trahison

**PAGE 13**

## **ECONOMIE**

Développement : les interventions d'une organisation humanitaire américaine en RDC au centre d'un échange

**PAGE 16**

## **BUSINESS**

- RDC : l'amélioration de l'électricité présentée comme l'un des leviers de l'entrepreneuriat

**PAGE 20**

(Félix Tshisekedi)

## **PROVINCES**

- Kinshasa : la construction de nouveaux marchés recommandée pour répondre aux besoins des vendeurs

**PAGE 26**

- Haut-Katanga : le Chef de l'Etat apporte de l'espoir face aux difficultés sociales

**PAGE 28**

## **SCIENCE-SANTE-ENVIRONNEMENT**

Maroc : le rôle des technologies dans l'amélioration sanitaire démontré dans un forum

**PAGE 32**

## **GENRE & AFFAIRES HUMANITAIRES**

- La ministre des PVH à Inongo pour l'installation de la Division provinciale

**PAGE 35**

## **CULTURE ET MUSIQUE**

- L'annonce de la décoration de Fally Ipupa saluée dans le milieu culturel congolais

**PAGE 40**

## **DIPLOMATIE ET ACTUALITES ETRANGERES**

Moscou juge « incompréhensible » l'accueil de Zelensky par l'Arménie lors d'un sommet

**PAGE 45**

## **SPORTS**

- Lutte: les six médailles d'or des athlètes congolais, « des symboles de la RDC » (*Ministres des Sports*)

**PAGE 49**

## **CPA ENGLISH ISSUES**

- Francophone : Kinshasa seeks N'Djamena's support for Juliana Lumumba's candidacy

**PAGE 51**

# Le Président Tshisekedi « ouvert » au dialogue, mais sans « insulter » les populations de l'Est

**Kinshasa, le 8 mai 2026 (ACP).**- Le président Félix Tshisekedi est « ouvert » à un dialogue entre Congolais, à condition de ne pas oublier les crimes commis par l'armée rwandaise et le M23-AFC dans l'Est de la République démocratique du Congo, afin d'aboutir à une paix durable et véritable, a-t-il déclaré mercredi lors d'une conférence de presse.

« Le dialogue ? Je le veux. Mais je veux un dialogue qui soit conditionné par une paix totale et véritable sur l'ensemble du territoire de la RDC, sans insulter nos compatriotes de l'Est qui ont besoin de nous », a déclaré le président Félix Tshisekedi.

La guerre dans l'Est congolais dure depuis 30 ans. Des pays voisins, notamment le Rwanda, entretiennent ces violences pour des raisons de prédation des ressources naturelles, notamment minières. « Donnez-moi une garantie que, si je convoque les compatriotes en forum ici pour un dialogue inter congolais, la guerre prendra fin. Donnez-moi une seule garantie et je me mets à la tâche pour convoquer ce dialogue », s'est exprimé le président Tshisekedi. « Croyez-vous vraiment que c'est parce que quelques Congolais se seront réunis à Kinshasa ou ailleurs en RDC que le Rwanda comprendra le message et qu'il quittera le territoire ? Va-t-il

retirer ses troupes ? », s'est interrogé le président Tshisekedi.

Étant donné que l'économie rwandaise prospère grâce « au pillage », « ils vont se battre jusqu'à

été abandonnées par Kinshasa », « nous devons leur montrer, leur envoyer des signaux positifs, leur faire comprendre qu'on ne les a pas oubliées. Alors, tenir un dialogue



Une attitude du chef de l'Etat, Félix Tshisekedi, face aux professionnels des médias.

la dernière énergie avant de quitter le sol congolais », a analysé le président de la RDC, s'adressant à plus d'une centaine de journalistes mercredi. Dans ces conditions et étant donné l'infiltration très poussée opérée par l'ennemi dans l'armée et les institutions congolaises, « c'est pour cette raison que des alliés puissants comme les États-Unis sont nécessaires pour nous aider à faire déguerpir les agresseurs », a-t-il déclaré. Conscient des attentes des populations de Goma, Bukavu et des localités occupées, « d'avoir

comme si elles n'existaient pas, comme si leur situation était normale, je trouve cela indélicat et irrespectueux », a conclu le président Tshisekedi.

En RDC, plus d'une dizaine de dialogues ont été organisés, aboutissant souvent à la fragilisation des institutions et à l'infiltration de l'armée. Actuellement, un processus réunit les autorités et le M23-AFC sous la médiation du Qatar. La dernière réunion a eu lieu à Montreux, en Suisse.

## Paix dans les Grands Lacs: les USA sont à la manœuvre

**Kinshasa, 8 mai 2026 (ACP).**- Pour la paix dans les Grands Lacs, particulièrement dans l'Est de la République démocratique du Congo, le Président Félix Tshisekedi a indiqué en conférence de presse mercredi que les Américains se sont investis contre des personnes considérées comme obstacle à leur démarche de pa-

cification. Les Américains « sont à la manœuvre pour ramener la paix (en RDC), parce qu'ils ont besoin d'investir, de créer des chaînes d'approvisionnement avec la RDC », a déclaré le Président Tshisekedi à la presse. Le 4 décembre à Washington, la RDC a signé un accord de sécurité ainsi qu'un autre sur un accès préféren-

tiel aux minerais critiques réservé aux Américains. « Ils voient en tout individu qui entraverait cette démarche comme un empêchement de tourner en rond, comme un ennemi à la fois de la RDC mais aussi de leurs intérêts », a ajouté le président de la République. C'est ce qui justifie les sanctions prises contre l'armée rwandaise et 4 hauts gradés

rwandais pour leur rôle dans la déstabilisation de la RDC. L'ancien président congolais Joseph Kabila, a lui aussi, été ajouté sur la liste des sanctions par le Département du Trésor américain, qui l'accuse d'entretenir l'instabilité en RDC. « Des sanctions américaines se justifient sûrement, parce que les Américains ont constaté ce que moi, j'avais constaté depuis longtemps », a précisé le Chef de l'État. Lors d'un voyage en Europe, le Président Tshisekedi avait révélé que son prédécesseur était le cerveau du M23-AFC, qu'il était directement impliqué dans la situation de guerre dans l'Est. « Il ne faut pas prendre les Américains pour des enfants de cœur, ces gens savent peut-être même mieux que



nous, ce qui se passe dans notre pays », a encore dit le Chef de l'État. « Donc, il le savait », a conclu le président Tshisekedi devant plus de 100 journalistes et des communicateurs. Dans une tribune, le ministre Julien Paluku, ancien gou-

verneur du Nord-Kivu, a fait un parallélisme entre le cas de l'ancien chef de l'État Kabila et le chef-rebelle angolais Jonas Savimbi qui a connu une fin tragique le 22 février 2002, alors qu'il était sous sanctions américaines.

## RDC : les États-Unis ont condamné des attaques attribuées à l'État islamique à Beni

**Kinshasa, 8 mai 2026 (ACP).**- Les États-Unis ont condamné les attaques brutales attribuées au groupe État islamique contre des civils dans l'Est de la République démocratique du Congo, notamment à Beni, selon un message publié mercredi sur le compte X du conseiller principal des affaires africaines, Massad Boulos.

« L'État islamique en RDC a mené des attaques brutales contre des civils dans l'Est de la RDC, y compris des violences ciblées contre des communautés chrétiennes », a écrit Massad Boulos, avant d'adresser « ses plus sincères condoléances aux



Massad Boulos, conseiller principal des affaires africaines de Donald Trump.

familles des victimes ».

Selon lui, les attaques signalées à Beni, dans la nuit du 5 au 6 mai,

ont mis en évidence l'urgence de la menace sécuritaire persistante dans cette partie du pays.

Le responsable américain a également réaffirmé l'engagement des États-Unis à travailler avec la RDC et les pays voisins pour promouvoir la paix et la prospérité dans la région des Grands Lacs. Depuis plusieurs années, les territoires de Beni et d'autres zones de l'Est de la RDC sont confrontés à des violences armées récurrentes attribuées, notamment aux rebelles des ADF, affiliés au groupe État islamique.

## Insécurisation des « compatriotes congolais Banyamulenge », une manipulation rwandaise

**Kinshasa, 8 mai 2026 (ACP).**- Le Président de la République démocratique du Congo a dénoncé une « manipulation rwandaise » visant la communauté Banyamulenge appelée à cohabiter avec celles Bafuliro, Bembe, Vira, Shi, lors de sa conférence de presse tenue mer-

credi à Kinshasa.

« C'est une manipulation rwandaise, via les Red Tabara, qui consistait à taper sur la communauté Banyamulenge et faire croire que ce sont les Mai-Mai, les Fuliro, les Bembe... qui faisaient ce genre de

choses », a déclaré le chef de l'État.

Il a dit avoir adressé « un message salé » à un acteur congolais soutenant, selon lui, « une cause cynique contre sa propre communauté ».

Les Banyamulenge sont nos compatriotes congolais, a dit Tshiseke-

di, précisant : « Je ne tolérerai pas qu'il y ait de la discrimination sur cette communauté. Je la défendrai comme je défendrai toutes les communautés de la République démocratique du Congo ».

Insistant sur ce fait, il a révélé avoir dépêché à ce sujet un de ses conseillers, «un Mushi-Mulenge», en mission dans les Hauts Plateaux. Son émissaire s'est rendu à Bibokoboko, Baraka et dans d'autres localités pour rencontrer «Banyamulenge, Bembe, Fuliro, Bavira». « Il les a mis ensemble, il leur a prêché la paix. Et il y avait même là [...] le fameux Yakutumba. Lui aussi, il a donné un message de paix », a-t-il indiqué, estimant qu'il y a un espoir qui renaît. « Seul le Rwanda est mécontent de voir cette dynamique », a fait savoir le

chef de l'Etat congolais.

« Aujourd'hui, ils sont contents.



Le Président de la République a rappelé qu'à la reprise d'Uvira, « une manipulation avait été faite pour que tous les Banyamulenge évitent les lieux ».

Et ceux qu'on avait entraînés dans les manipulations sont en train de demander à rentrer à Uvira. Mais ils sont prisonniers [...] de l'autre côté », a-t-il conclu.

## « Les meilleures terres rares » du monde sont congolaises, indique le Président Tshisekedi

**Kinshasa, 8 mai 2026 (ACP).**– Le Président Félix Tshisekedi a déclaré mercredi lors d'une conférence de presse, à Kinshasa, que la République démocratique du Congo dispose de «

», qu'il est possible d'extraire « avec une pelle ». Les terres rares d'autres pays sont mélangées à de l'uranium et sont plus difficiles à exploiter, avec un investissement

mé le chef de l'Etat devant plus d'une centaine de journalistes réunis dans la capitale. Il a ajouté : « Il y a beaucoup de domaines dans lesquels les Américains sont intéressés », citant notamment le cuivre et le cobalt. Selon le président de la République, ces ressources suscitent un intérêt croissant dans le cadre des partenariats économiques que la RDC cherche à développer avec des acteurs étrangers. Les terres rares et métaux stratégiques congolais, dont le coltan, le niobium et le pyrochlore se situent principalement dans l'Est et le Sud-est du pays. Les principales zones d'extraction sont la carbonatite de Lueshe et la région de Rubaya au Nord-Kivu, ainsi que les sites de Shinkolobwe, Mashabuto et Mumba dans le Katanga.



meilleures terres rares du monde

lourds. « Nous avons les meilleures terres rares du monde », a affir-

## Face-à-face Tshisekedi-Presse : les journalistes congolais appelés au « patriotisme républicain »

Kinshasa, 8 mai 2026 (ACP).-Le Président Félix Tshisekedi a appelé les hommes des médias de la République démocratique du Congo (RDC), lors de sa conférence de presse mercredi, au « patriotisme républicain » pour un éveil à la conscience face aux ennemis de la nation.

« *Le patriotisme républicain n'est pas l'ennemi du journalisme. Une information qui affaiblit délibérément les institutions de l'État au bénéfice de l'agresseur ne relève pas de la liberté de presse* », a expliqué le Chef de l'Etat aux journalistes invités à la Cité de l'Union Africaine.

« Elle (cette liberté de la presse) s'apparente à une forme de complicité », a fait remarquer le Président. « *La liberté de la presse n'est pas une faveur accordée par*



*le pouvoir. Elle est une exigence démocratique* », a-t-il encore déclaré, tout en mettant la presse congolaise en garde contre les dérives dues à la désinformation et à la manipulation de l'opinion pu-

blique.

Le chef d'Etat congolais a, pour ce faire, alerté contre « la désinformation informationnelle » à ce jour au centre des enjeux de sécurité nationale.

## CEEAC : la paix et l'intégration économique régionale abordées à la Présidence congolaise

Kinshasa, 8 mai 2026 (ACP).-La paix et l'intégration économique dans la Communauté Économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC), ont été au cœur des discussions entre le Président de la République démocratique du Congo et une délégation de cette organisation africaine, jeudi, à la Cité de l'Union africaine (UA), d'après la Présidence congolaise.

« *Le Président de la République, Félix Tshisekedi, a eu des entretiens avec une délégation de la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC), conduite par M. Lucas Abaga, ministre équato-guinéen de l'Intégration régionale et Président du Conseil des ministres de la Commission de cette organisation sous-régionale. Les discussions ont porté notamment sur des enjeux stratégiques majeurs, centrés sur la paix et l'intégration économique*



*régionale* », a indiqué la source. « *À cette occasion, M. Lucas Abaga a présenté au Chef de l'État la nouvelle équipe de la Commission de la CEEAC, constituée de l'ambassadeur Ezéchiel Nibigira et M. Maxime Nzita, respectivement Président et Commissaire à l'environnement* », a-t-elle signalé.

La ministre d'État, ministre des Affaires étrangères, Thérèse Kayikwamba, et son collègue de l'Intégration régionale, Floribert Anzuluni, ont pris part à cet entretien avec le Chef de l'Etat.

La RDC, en tant que pilier central de la CEEAC, joue un rôle stratégique dans l'intégration éco-

nomique de l'Afrique centrale, en mettant en avant ses ressources naturelles, énergétiques et minières. Elle s'investit dans l'opérationnalisation de la Zone de libre-échange

et l'intégration infrastructurelle, visant à dynamiser le commerce sous-régional. En janvier 2026, la RDC a pris le contrôle de la commission chargée de l'Environne-

ment, des Ressources naturelles, de l'Agriculture et du Développement durable au sein de la CEEAC, lors d'une rencontre, à Malabo, en Guinée Équatoriale,

## « Bâtir un avenir euro-congolais ensemble », thème d'une conférence à Bruxelles

**Bruxelles, 8 mai 2026 (ACP).**- Le rôle joué par la Belgique face à l'agression du Rwanda contre la République démocratique du Congo a été salué jeudi par le ministre congolais de la Communication et Médias, et celui des Droits humains, dans leurs interventions lors de la conférence organisée à Bruxelles sur le thème « Bâtir l'avenir euro-congolais ensemble », à l'invitation de Mme Hilde Vautmans, députée européenne et présidente de l'Assemblée parlementaire paritaire Afrique-Union européenne. « La Belgique s'est tenue du bon côté de l'Histoire », a affirmé M. Patrick Muyaya, ministre de la Communication et médias, qui a appelé l'UE à venir investir en Afrique. « Aujourd'hui, il est important pour l'Europe de regarder l'Afrique avec un regard africain et non européen », exhortant les hommes d'affaires européens à « prendre davantage des risques » et revenir en Afrique,



M. Patrick Muyaya, ministre de la Communication et Médias

tants, la jeunesse et les ressources énergétiques. Concernant l'environnement régional, M. Muyaya a souligné les efforts fournis par le Président Félix Tshisekedi pour améliorer les relations avec les pays voisins. Au sujet de la guerre menée par le Rwanda contre la RDC, il a qualifié de « mensonge » le narratif présenté par Kagame

d'ailleurs fait remarquer qu'aucun Congolais n'a joué un quelconque rôle dans le génocide rwandais.

### **Pour des sanctions de l'UE contre Kigali**

Pour sa part, le ministre des Droits humains, Samuel Mbemba, a fait une restitution des entretiens qu'ils ont eus avec des membres du parlement européen.

A ce sujet, il a fait état des « évidences », à savoir que, depuis trente ans, la RDC est agressée par le Rwanda et que, depuis un an, le territoire congolais est occupé par les troupes de Kigali. Citant les rapports des Nations unies, il a relevé que l'agression rwandaise a provoqué dix millions de morts et sept millions de déplacés internes. Il a aussi noté que dans tous ces rapports, on reconnaît qu'il y a eu agression, crimes de guerre et crimes contre l'humanité. Mais, on ne qualifie pas cela de génocide.

Aux parlementaires de l'UE, a-t-il ajouté, la délégation congolaise a demandé que l'UE adopte à



Me Samuel Mbemba, ministre des Droits humains (3è à partir de la gauche), tenant un micro en mains.

un continent voisin de l'Europe et qui dispose de deux atouts impor-

de défendre les Tutsi qui seraient maltraités au Congo. M. Muyaya a

l'égard de Kigali la même attitude que les Etats-Unis, c'est-à-dire en prenant des sanctions contre les responsables de cette agression. M. Mbemba a appelé les Congolais de la diaspora, partout où ils se trouvent, à intensifier le lobbying pour faire reconnaître les génocides congolais. Mme Melissa Zalo, qui se présente comme la chargée des relations internationales de la diaspora congo-

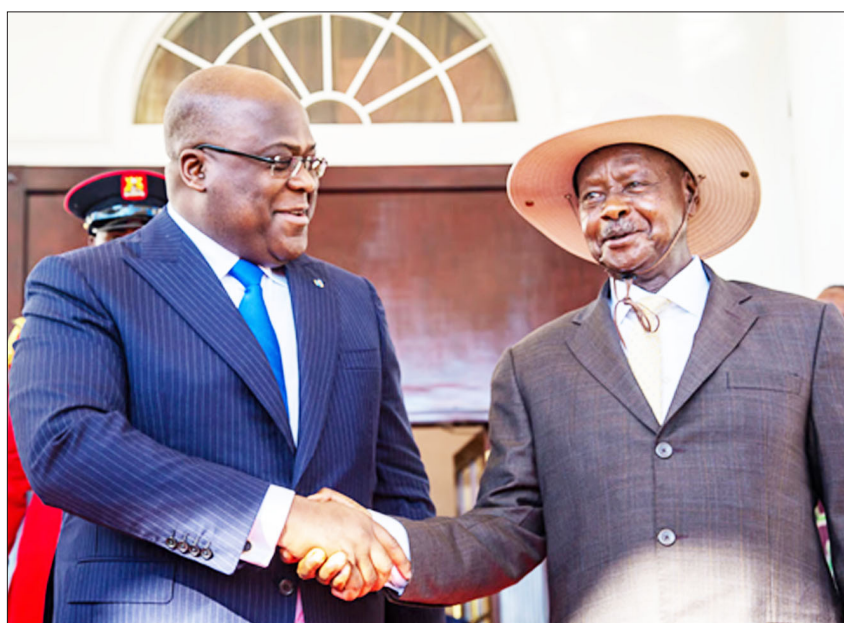
laise et dont le jeune frère, soldat des Forces armées de la RDC (FARDC), est mort récemment au combat, a également salué les efforts financiers de l'UE pour aider les populations sinistrées dans l'Est de la RDC. Mais, a-t-elle souligné, les résultats sont insuffisants face à la misère humaine. Elle a appelé à la paix et à la justice. La conférence a été ouverte par M. Frédéric De Gucht, président du

parti libéral flamand, qui a souligné les liens qui unissent depuis fort longtemps Belges et Congolais. Selon lui, évoquer les relations entre la Belgique et la RDC, c'est évoquer un « passé partagé ». Quant à Mme Hilde Vautmans, qui a qualifié les deux ministres congolais de « soldats du peuple », elle a promis de continuer à se battre pour le retour de la paix en RDC.

## RDC–Ouganda : Kampala accueille la 9<sup>e</sup> Commission mixte dès ce vendredi

**Kampala, 8 mai 2026 (ACP).**—La ville de Kampala accueille, du 7 au 11 mai 2026, la 9<sup>e</sup> session de la Commission permanente mixte (CPM) entre la République démocratique du Congo et la République d'Ouganda, un cadre de concertation bilatérale destiné à renforcer la coopération entre les deux pays. Une importante délégation congolaise, composée de hauts fonctionnaires, de secrétaires généraux et permanents ainsi que d'experts, a foulé jeudi le sol ougandais pour prendre part à ces travaux.

Selon le programme, la session des hauts fonctionnaires s'ouvre, vendredi 8 mai, avec des réunions en plénière et en groupes de travail portant sur les domaines politique et diplomatique, économique et financier, socioculturel, ainsi que sur les questions de défense et de sécurité. Les travaux se poursuivront samedi 9 mai avec la session des secrétaires permanents et secrétaires généraux, consacrée notamment à l'examen en séance plénière du rapport des hauts fonctionnaires. Un dîner officiel ministériel est prévu le même jour en soirée. La session ministérielle, point central de ces assises, est programmée pour le dimanche 10 mai. Elle devrait permettre d'examiner et



*Poignée de mains entre le Président Félix Tshisekedi et son homologue ougandais Yoweri Museveni (Photo d'archives).*

d'adopter les recommandations issues des travaux techniques, ainsi que de valider plusieurs instruments de coopération. D'après les documents préparatoires, au moins quinze protocoles d'accord pourraient être conclus, en plus d'un procès-verbal conjoint, d'une matrice actualisée des décisions et d'un plan de mise en œuvre des engagements pris. Un engagement bilatéral des chefs d'État de la RDC et de l'Ouganda est également envisagé pour le lundi 11 mai, sous réserve de confirmation. La Com-

mission permanente mixte RDC–Ouganda, qui se tient tous les deux ans alternativement dans les capitales de deux pays, constitue un mécanisme de suivi et de consolidation de la coopération bilatérale dans plusieurs secteurs, notamment le commerce, les infrastructures, l'énergie, la santé, la sécurité et la diplomatie. La précédente session, organisée à Kinshasa en octobre 2023, avait permis l'adoption de 32 décisions et de 33 protocoles d'accord dans différents domaines de coopération.

# Révision constitutionnelle : un conseiller d'ambassade soutient le Président Tshisekedi

Kinshasa, 8 mai 2026 (ACP).-

Au lendemain de la conférence de presse du Président Félix Tshisekedi à Kinshasa, le Ministre conseiller à l'ambassade de la République démocratiques du Congo à Berne (Suisse), a, dans un entretien jeudi avec l'ACP, soutenu la révision constitutionnelle et n'exclut pas le maintien de l'actuel chef de l'Etat au pouvoir. « *Tant qu'un chef de l'Etat conserve la confiance majoritaire du peuple et demeure engagé dans la défense des intérêts supérieurs de la Nation, il est légitime que le peuple puisse librement décider de la continuité de son leadership* », a confié Me Jean Pierre Yodi.

Pour ce diplomate, « dans toute démocratie authentique, le dernier mot appartient au peuple ». Il propose « l'organisation d'un référendum populaire » comme « mécanisme démocratique légitime » pour décider si le président peut briguer un nouveau mandat.

« La souveraineté appartient au peuple et à lui seul », insiste-t-il.

Sa réaction, « profondément républicaine, nationaliste et panafricaniste », vise à « défendre la souveraineté nationale, l'unité du peuple congolais et la stabilité des institutions ».

## **Pour un régime présidentiel et un État fort**

M. Yodi estime que la Constitution de 2006, révisée en 2011, a montré « plusieurs insuffisances majeures ». Il pointe d'abord le régime semi-présidentiel, qui « engendre un dysfonctionnement institutionnel permanent en



affaiblissant l'autorité de l'État et en accordant une influence excessive aux partis politiques ». Dans un « pays-continent confronté aux menaces sécuritaires, au sous-développement et aux ingérences étrangères », l'État doit être « fort, stable et cohérent ». Le régime présidentiel serait, selon lui, « le mieux adapté à la réalité congolaise ». Il permettrait « une meilleure stabilité institutionnelle, une rapidité dans la prise des décisions stratégiques, une clarification de responsabilités devant le peuple souverain et un renforcement de l'autorité de l'État ».

Le président, élu par le peuple, « doit disposer de moyens politiques et institutionnels nécessaires pour appliquer pleinement son programme ». Sur la limitation des mandats, le diplomate considère que « la question du nombre de mandats ne devrait jamais primer sur celle de la confiance populaire, de la stabilité nationale et de la continuité du développement ». Selon lui, le peuple est souverain.

## **Élections de 2028 : la paix d'abord**

Le ministre conseiller juge « contradictoire » d'organiser des élections pendant qu'« une partie du territoire national demeure occupée ».

« Le Président de la République est le garant de l'unité nationale et de l'intégrité territoriale. Avant toute échéance électorale, la priorité absolue doit être la libération totale des territoires occupés, la restauration de l'autorité de l'État et la sécurisation des populations », a-t-il réagi appuyant les propos du Chef de l'Etat. « Aucune démocratie crédible ne peut fonctionner normalement lorsqu'une partie de son peuple est privée de sécurité et de ses droits civiques ». M. Yodi K. se dit favorable au dialogue prôné par le Chef de l'Etat, « partie intégrante de nos valeurs africaines », mais prévient : « Oui au dialogue, mais un dialogue patriotique et républicain », orienté vers « la défense de la Nation, la préservation de l'intégrité territoriale, la cohésion nationale et la paix durable ». Il refuse que le dialogue devienne « un instrument de partage du pouvoir ou un moyen d'encourager des prises de pouvoir par des voies illégales ». « La RDC traverse une période décisive », conclut-il. Le pays a besoin « d'un État fort, d'institutions efficaces, d'une armée puissante, d'une unité nationale solide et d'un patriotisme sans compromis ». « L'intérêt supérieur de la Nation doit primer sur les intérêts individuels, partisans ou communautaires », affirme Jean Pierre Yodi, se réclamant d'une « lignée de nationalistes » et d'un engagement « scientifique attaché à la stabilité, à la souveraineté et au développement intégral » de la RDC.

## Francophonie : Kinshasa sollicite le soutien de N'Djamena à la candidature de Juliana Lumumba

**Kinshasa, 8 mai 2026 (ACP).**- Le président tchadien, Mahamat Idriss Deby, a reçu à N'Djamena le ministre congolais chargé de la Francophonie, venu solliciter le soutien de son pays à la candidature de la République démocratique du Congo (RDC) au poste de secrétaire général de la Francophonie, d'après un communiqué consulté jeudi par l'ACP. « *Mandaté par Son Excellence Monsieur le Président de la République, Félix Tshisekedi, le ministre Crispin Mbadu a transmis un message officiel relatif à la candidature de Madame Juliana Lumumba au poste de secrétaire générale de l'OIF* », a-t-on lu, dans ce communiqué du ministère délégué près le ministre des Affaires étrangères en charge de la Francophonie et Diaspora congolaise. « *Au cours des échanges, la RDC a réaffirmé sa vision d'une Francophonie de l'action, de la solidarité et du renouveau, portée par le premier pays francophone au monde. La candidature de Madame Juliana Lumumba incarne l'ambition d'une Afrique engagée à insuffler une nouvelle dynamique politique, économique et culturelle au sein de l'espace francophone* », a



Photo de famille

précisé la source. Cette rencontre témoigne du renforcement de l'axe Kinshasa-N'Djamena autour de grands enjeux de la Francophonie, notamment la jeunesse, le multilatéralisme équilibré et la coopération entre peuples francophones.

Depuis les deux rencontres successives des ambassadeurs accrédités à Kinshasa avec le chef de l'État congolais, puis avec la cheffe de la diplomatie congolaise, Thérèse Kayikwamba, le gouvernement congolais mène une campagne diplomatique intense dans plusieurs capitales des pays francophones.

Le 31 mars dernier, le président Tshisekedi a dépêché à Brazzaville une délégation auprès de son homologue Sassou Nguesso, conduite par Crispin Mbadu, ministre délégué auprès de la ministre des Affaires étrangères en charge de la Francophonie et de la Diaspora congolaise, afin de solliciter le soutien de Brazzaville à cette candidature congolaise portée par Juliana Lumumba. L'assemblée générale électorale est prévue lors du Sommet de la Francophonie, qui se tiendra au Cambodge les 15 et 16 novembre 2026.

## Sénat-RDC : examen vendredi des projets de loi portant ratification des accords de Washington

**Kinshasa, 8 mai 2026 (ACP).**-Le Sénat de la République démocratique du Congo a annoncé l'examen en seconde lecture, vendredi, des accords de Washington portant sur un accord de paix avec le Rwanda et une coopération multisectorielle et stratégique conclue avec les États-Unis, dans un communiqué consulté jeudi à l'ACP. « *Le Bureau du Sénat invite les Honorables Sénateurs à prendre part à la séance plénière prévue ce vendredi 8 mai 2026, à 13 heures précises,*



La sénatrice Néfertiti Ngudianza, rapporteure du Sénat dans la salle des Conférences internationales du Palais du Peuple. Deux points sont inscrits à l'ordre du jour : 1. Examen de l'économie générale du projet de

loi autorisant la ratification de l'Accord de partenariat stratégique entre le Gouvernement de la RDC et le Gouvernement des États-Unis d'Amérique. 2. Examen de l'économie générale du projet de loi autorisant la ratification de l'Accord de paix entre la RDC et le Rwanda », a-t-on lu dans le communiqué officiel signé par la rapporteure de la chambre haute du Parlement, la sénatrice Néfertiti Ngudianza. L'Assemblée nationale a adopté, le lundi 27 avril,

sans débats, ces projets de loi autorisant la ratification des accords de Washington, lesquels ouvrent ainsi la voie à une nouvelle étape diplomatique et économique pour la République démocratique du Congo. C'était, après validation du rapport de sa commission mixte (Relations extérieures, Défense

et sécurité, Économique et financière). Les accords signés avec les États-Unis l'ont été dans des secteurs jugés prioritaires tels que les minéraux critiques, l'énergie, les infrastructures et la sécurité. Ainsi, ces accords avaient été déclarés recevables après leur présentation par la ministre des Affaires

étrangères, Thérèse Kayikwamba Wagner. Selon le contenu de ces textes, l'objectif affiché est double : consolider la stabilité régionale à travers la cessation des hostilités et instaurer des mécanismes de coopération renforcée, tout en attirant des investissements structurants.

## Conférence de presse du Président Tshisekedi : « Il est resté fidèle à son serment d'investiture »

(Un député national)

**Kinshasa, 8 mai 2026 (ACP).**-Le Président de la République démocratique du Congo (RDC) est resté fidèle à son serment d'investiture, après sa conférence de presse animée mercredi à Kinshasa, capitale du pays, a indiqué un député national au cours d'un entretien avec l'ACP. « Le Chef de l'État, Félix Tshisekedi, est resté très fidèle au serment prononcé lors de son investiture, son engagement pour le bien-être de la population, ce qui prouve qu'il est l'homme qu'il faut pour l'émergence et l'amélioration



Meschak Mandefu, député national

des conditions de vie du peuple », a déclaré Meschak Mandefu, député national. Pour le président national du parti « Congrès national congolais » (CNC), le Chef de l'État a rendu hommage à l'ensemble des professionnels des mé-

dias qui exercent leur travail dans des conditions difficiles et interpellé ceux qui exercent leur travail dans l'esprit des ennemis du pays. « Le patriotisme républicain n'est pas l'ennemi du journalisme. Une information qui affaiblit délibérément les institutions de l'État au bénéfice de l'agresseur ne relève pas de la liberté de presse : elle s'apparente à une forme de complicité », a ajouté cet élu du peuple, paraphrasant les propos tenus par le président Tshisekedi.

## Tshisekedi a raison « de lier scrutin 2028 au rétablissement de la paix dans l'Est »

(Un député honoraire)

**Kinshasa, 8 mai 2026 (ACP).**- Le Président Tshisekedi a raison de lier le scrutin 2028 au rétablissement de la paix dans l'Est de la République démocratique du Congo (RDC), a confié jeudi un député national honoraire dans un entretien avec l'ACP. « Quant à la tenue d'élections en 2028, je suis de ceux qui pensent qu'à cet égard, le Président de la République a tout à fait raison de lier le scrutin au rétablissement de la paix dans l'Est, et que la question du troisième mandat relève désormais d'un rapport de forces politiques », a déclaré Serge Mayamba.

L'ancien secrétaire de cabinet

d'Etienne Tshisekedi conditionne l'alternance au comportement de l'opposition : « L'avenir de l'alternance en 2028 dépend (...) du comportement que vont adopter les opposants au régime actuel. Ces derniers doivent s'abstenir [...] de poser des actes empêchant au gouvernement d'exercer son imperium sur toute l'étendue du territoire national ». « La solution pour l'organisation des élections nationales devra passer par la libération de ces territoires par les agresseurs et les rebelles ou par leur conquête [...] par l'armée nationale, qui devra y rétablir la vraie paix. Et c'est le prix à payer », a ajouté M.



Serge Mayamba, député national honoraire

Mayamba.

Selon lui, le problème tel que présenté par le Président de la République dépasse le cadre légal, mieux constitutionnel, ordinaire. « Car le Président renvoie clairement à une réalité politique fondée sur le rapport des forces des acteurs sociopolitiques », a-t-il

poursuivi.

Il a relevé que les gouvernements actuels, soutiens inconditionnels du Président de la République, devront travailler pour une mobilisa-

tion d'une frange majoritaire favorable à l'exercice du pouvoir par le Président au-delà de 2028.

Devant la presse mercredi, le Président Tshisekedi avait manifesté

sa ferme volonté de lancer la réflexion sur la révision de la Constitution, soulignant qu'il n'y aura pas d'élection en 2028 tant que l'Est du pays n'est pas libéré.

## Conférence de presse du chef de l'Etat : « les préoccupations du peuple rencontrées »

(Un avocat)

**Kinshasa, 8 mai 2026 (ACP).**-La conférence de presse du président de la République démocratique du Congo (RDC) a rencontré les préoccupations majeures du peuple congolais, a indiqué jeudi à l'ACP un avocat au barreau de Kinshasa-Gombe, au cours d'un entretien.

« Je crois que la conférence de presse du Président de la République a rencontré les préoccupations majeures du peuple congolais par rapport au social, à l'avènement d'une nouvelle Constitution, par rapport au mandat. Je crois que ce sont les questions principales qui ont, en quelque sorte, dominé cette conférence de presse », a déclaré Me Richard Bondo. « Le Président est d'abord lui-même très sûr de ce qu'il devait dire au peuple, c'est-à-dire qu'il est bien informé sur les attentes du peuple et a essayé de rencontrer les desiderata du peuple en donnant des



Maître Richard Bondo

réponses précises, sans aucune équivoque, ni ambiguïté au peuple congolais à travers les journalistes », a-t-il dit.

Pour le cet homme de droit, la préoccupation du chef de l'Etat Félix Tshisekedi est de remettre le pays sur le rail. « Sa préoccupation, c'est remettre le pays sur le rail, et il n'a jamais fait des déclarations qu'il voulait rempiler, lui c'est un démocrate, il se soumet à la vo-

lonté du peuple. Admettons que le peuple en 2028 demande que lui rempile, la loi du peuple est la loi suprême. Et si le peuple le réclame, le Président va se plier », a poursuivi le coordonnateur de l'ONG Avocats sans frontières. Et de poursuivre : « J'ai toujours dit que le Président de la République n'est pas un devin, c'est Mobutu Sese Seko qui nous l'a appris, ce qui veut dire qu'il a raison de ne pas connaître l'avenir. Mais avec toutes les informations qu'il a, le partenariat sécuritaires avec les États-Unis, il est sûr d'une chose, c'est qu'il va mettre fin à la guerre. Mais la fin de la guerre est certaine, dans le sens que c'est le vœu du Président de la République qui rencontre le vœu de nos peuples congolais, particulièrement ceux de l'Est, qui ne jurent que par le Président Tshisekedi qui a démystifié Kagame ».



AGENCE CONGOLAISE DE PRESSE

+243 998484750

Email: [contact@acp.cd](mailto:contact@acp.cd)

Bureau Administration Centrale

44-48, Av. Tabu Ley, Kinshasa RDC

[www.acp.cd](http://www.acp.cd)

# RDC : le partage d'une fausse information sur les réseaux sociaux incrimine son auteur (Un avocat)

Kinshasa, 8 mai 2026 (ACP).- Le partage d'une fausse information sur les réseaux sociaux (X, Tik-tok, whatsapp...) en République démocratique du Congo, met en cause son auteur qui peut conduire à des peines prévues par le code du numérique, selon un avocat, dans un entretien juridique avec l'ACP. « L'ordonnance-loi (...) portant code du numérique réprime la propagation de fausses informations en ce que toute personne qui initie ou relaie une fausse information via un système informatique ou un réseau de communication (X, Tik-tok, whatsapp...) engagerait sa responsabilité pénale », a dit Me Elie Epaniene, avocat au barreau de Kinshasa/Matete.



Me Elie Epaniene, avocat au barreau de Kinshasa/Matete

Pour cet avocat, le code du numérique ne se limite pas à une incrimination isolée, mais procède à la mise en œuvre des sanctions contre les abus du numérique. Il a soutenu que l'auteur de cette infraction peut encourir d'une peine allant de 1 à 6 mois de servitude pénale et d'une amende allant de 500.000 à 1.000.000 Fc. Toutefois, a-t-il précisé, ces peines peuvent être aggravées selon le contexte. « Elle peut être plus lourde lorsqu'il y a atteinte à la dignité ou à l'honneur, trouble à l'ordre public ou encore manipulation à des fins politiques ou économiques », a-t-il expliqué. Par ailleurs, la source a précisé que ce dispositif ne se contente pas seulement à sanctionner l'auteur

originel, mais vise également toute personne qui relaie ou amplifie l'information litigieuse, dès lors qu'elle agit en connaissance de cause. « Ce choix n'est pas anodin, il traduit la volonté du législateur de saisir le contour et le pourtour de la désinformation dont question, fondée sur la viralité et la démultiplication des relais », a fait savoir en outre l'avocat. Me Epaniene a soutenu également que « la répression n'est pas aveugle, elle repose sur un élément moral déterminant à savoir la connaissance du caractère ». La diffusion massive de contenus mensongers peut altérer le fonctionnement des institutions, provoquer des troubles sociaux, manipuler l'opinion publique, ou

encore compromettre des processus démocratiques ainsi, le Code du numérique érige la sincérité de l'information en valeur juridiquement protégée, au même titre que la sécurité des systèmes ou la protection des données, a-t-on appris en outre. Cet avocat au barreau de Kinshasa/Matete, qui est intervenu sur les abus numériques devenus pratique courante dans la société congolaise, à travers la désinformation ou les fake news, a appelé, à cette occasion, les intermédiaires techniques, sans être systématiquement pénalement responsables, à jouer un rôle actif dans la limitation de la propagation des contenus « manifestement illicites ».



+243 998484750  
Email: contact@acp.cd  
Bureau Administration Centrale



+243 998484750  
Email: contact@acp.cd  
Bureau Administration Centrale  
44-48, Av. Tabu Ley, Kinshasa RDC  
www.acp.cd



+243 998484750  
Email: contact@acp.cd  
Bureau Administration Centrale  
44-48, Av. Tabu Ley, Kinshasa RDC  
www.acp.cd

## RDC : prison à vie requise contre le lieutenant-général Philémon Yav pour trahison

**Kinshasa, 8 mai 2026 (ACP).**-Une peine de prison à vie a été requise, jeudi, par le parquet général des Forces armées de la République démocratique du Congo (FARDC) pour trahison, à l'encontre du lieutenant-général Philémon Yav, ancien commandant de la 3<sup>ème</sup> Zone de défense pour trahison, lors d'une audience de la Haute Cour militaire à Kinshasa. « *Qu' il plaise à votre auguste Cour, de dire établies en faits comme en droit, les infractions de trahison et incitation des militaires à commettre des actes contraires au devoir ou à*



*Le magistrat du parquet militaire lors de son réquisitoire la discipline, à charge du prévenu lieutenant général Philémon Yav, et de le condamner avec admission des circonstances atténuantes dues à sa délinquance primaire à 20 ans de prison pour l'incitation des militaires, et à la servitude pénale à perpétuité pour trahison », a requis le lieutenant-général Lucien-René Likulia, magistrat du parquet militaire. Il a plaidé auprès du tribunal de faire application de l'article 7 du Code pénal militaire, pour ne re-*



*Le prévenu lieutenant-général Philémon Yav lors de l'audience*

tenir qu'une seule peine « la plus forte », celle de servitude pénale à perpétuité.

L'organe accusateur a soutenu que le prévenu Yav était en intelligence avec la puissance étrangère par le fait qu'il a gardé un message émanant du Rwanda, pays agresseur de la RDC. « *Les déclarations du général Chirimwani, d'heureuse mémoire, sont d'une importance particulière, a dit le magistrat du parquet militaire, soutenant que celui-ci avait confirmé avoir personnellement consulté dans le téléphone du prévenu Yav, un message émanant du colonel Senkoko renseignant que « ce Chirimwani-là bloque notre projet ». « L'ensemble des éléments constitutifs de l'infraction de trahison sont donc établis, monsieur le président à charge du ci-devant prévenu, tel que prévu à l'article 182.1 du Code pénal ordinaire livre 1<sup>er</sup> », a martelé l'accusation. Pour le coordonnateur du collectif des avocats de la défense, le magistrat du parquet*

militaire a formulé son réquisitoire sur des rumeurs. « *M. le Président, le réquisitoire du Ministère public repose sur les rumeurs. L'organe poursuivant a transformé les rumeurs en poursuite », a réagi Me Parfait Kanyanga, avocat du prévenu. Il a ajouté que « les rumeurs doivent restées dans la rue et le droit au palais, citant une jurisprudence constante de la Haute Cour militaire. Après l'intervention de deux avocats de la défense réagissant à cette demande du parquet général militaire, la Haute Cour militaire a décidé de renvoyer la cause à la huitaine. « Nous allons poursuivre avec la réplique et contre réplique des parties au mardi 12 mai prochain, et s'en suivra la plaidoirie de la défense », a déclaré le lieutenant-général magistrat Joseph Mutombo Katalayi Tien-de, premier président de la Haute Cour militaire et président de la composition. Le lieutenant-général Philémon Yav Irung, ancien commandant de la 3<sup>ème</sup> Zone de défense, est poursuivi pour violation de consigne de la hiérarchie, interdisant à toute unité exerçant dans la partie Est, de procéder à la programmation des fréquences de radio « Vertel » pour la communication, et incitation des militaires à commettre des actes contraires au devoir ou à la discipline.*

## Kinshasa : cinq ans de prison requis contre un auteur de faux documents parcellaires

**Kinshasa, 8 mai 2026 (ACP).**-Une peine de 5 ans de prison a été requise contre un auteur de faux documents parcellaires, lors d'une audience au Tribunal de grande instance de N'Djili, dans l'Est de Kinshasa, capitale de la République Démocratique du Congo (RDC). « *Qu'il plaise à votre tribunal de*

*condamner le prévenu Malosa Bu-*



*kaka à cinq ans de servitude pénale*

*principale et une peine de 30 jours de contraintes par corps pour avoir fabriqué les faux documents parcellaires et avoir, dans les mêmes circonstances, vendu la parcelle appartenant à M. Kangangila Tswala. Vous allez ordonner son arrestation immédiate », a requis le magistrat du parquet. Me Armand Ndje-*

ka, avocat de Kangangila Tswala, partie citante, a réclamé des dommages et intérêts pour atteinte au droit de propriété, soutenant que la parcelle appartenait à son client. « Nous réclamons une réparation du préjudice à la hauteur de 10.000 dollars américains payables en francs congolais pour le préjudice subi. En effet, le prévenu Malosa Bukaka avait porté atteinte au droit de propriété en vendant la parcelle sise sur l'avenue Nzanza, au numéro 55/A du quartier Mokali, dans la commune de Kimbanseke. C'est une parcelle de notre client, vous allez annuler la vente de ladite parcelle et faire droit à la partie victime que

nous sommes », a-t-il dit. En réaction, Me Marcel Shomba, avocat Malosa Bukaka, partie citée, a plaidé non coupable, avant de rejeter toutes les charges du magistrat du parquet. « Nous avons fait observer depuis le début de l'instruction, que ce dossier n'était pas bien instruit au niveau du parquet. Notre client Malosa Bukaka avait acheté cette parcelle en 2023, après vérification de tous les documents parcellaires au bureau du quartier. Nous l'avions démontré au cours de l'instruction. Qu'il plaise à votre cour de considérer les preuves versées dans le dossier et acquitter notre client », a-t-il soutenu, de son côté.

Le tribunal, qui s'est estimé suffisamment éclairé, a pris la cause en délibéré pour se prononcer dans le délai de la loi. Cette affaire de stellionat oppose M. Kangangila Tswala, qui accuse M. Balosa Bukaka d'avoir vendu sa parcelle. M. Balosa a, quant à lui, présenté les documents parcellaires qui lui ont donné qualité de vendre ladite parcelle. Le stellionat est une infraction pénale et une fraude caractérisée par la vente ou l'hypothèque malhonnête d'un bien immobilier dont l'auteur sait qu'il ne lui appartient pas. Elle englobe également la dissimulation d'hypothèques existantes lors d'une vente, note-t-on.

## Kinshasa : un ex-travailleur sollicite des dommages et intérêts après un accident de travail

**Kinshasa, 8 mai 2026 (ACP).**-Des dommages et intérêts ont été sollicités par un ex-travailleur à son employeur, après un accident de travail qui a provoqué la perte partielle de l'usage de sa main droite, lors d'une audience jeudi, devant le tribunal de travail de Kinshasa/Matete, en République démocratique du Congo (RDC). « Dire recevable et fondée la présente action ; condamner la société Benipros (défendeur) à payer la somme de 1.050 dollars américains de frais de soins médicaux que M. Mawaya Kudiaku (demandeur) a dépensée ; ordonner le calcul du décompte final ; ordonner à cette société le paiement de 250.000 \$ pour dommages et intérêts ; ordonner toujours à cette société le paiement de 14 mois d'arriérés de salaires », a plaidé la partie demanderesse.

La partie demanderesse a soutenu que « la loi en vigueur en RDC voudrait que l'employeur prenne en charge les soins de santé du travailleur, malheureusement la société pensait que la prise en charge de son travailleur ne serait que partielle ». Elle a ajouté, en outre, que le médecin avait recommandé plusieurs



Une façade du tribunal de travail

séances de kinésithérapie pour lui permettre de recouvrer la mobilité de sa main droite, soutenant que la société n'a pas voulu poursuivre les soins de santé de son client. « Mon client s'est vu contraint de rassembler le peu de moyens qu'il avait pour subvenir aux soins de santé. En date du 15 mai 2024, mon client a écrit à la société, afin de la mettre en demeure pour poursuivre les soins de santé qu'il devrait recevoir, mais il a été surpris de recevoir une lettre de la société qui reconnaît que les soins de santé qu'il

devait recevoir devraient provenir de la Sonas (Société nationale d'assurances), pourtant nous sommes en matière de travail. Cela est à l'encontre de l'article 5 de la loi sur la CNSS (Caisse nationale de sécurité sociale) ». Elle a également indiqué que la société n'a « jamais immatriculé son client à la CNSS. C'est qui a poussé M. Mawaya à saisir l'inspecteur du travail. Il a cependant été surpris de lire que la partie défenderesse lui dise qu'il a fait une mauvaise interprétation de l'article 179. Prenant la parole, à son tour, la défense a fait savoir que la société avait averti ses employés sur l'utilisation de certaines machines avant de soutenir que M. Mawaya avait connu cet accident suite à son imprudence. Pour elle, la société a montré sa bonne foi en prenant en charge les frais de soins de son ex-travailleur. « Ma cliente de bonne foi et par amour, l'a acheminé à l'hôpital et il a suivi des séances de kinésithérapie aux frais de l'employeur. Il y a des preuves et il y a eu un rapport médical attestant que le demandeur n'était pas inapte à reprendre son travail », a-t-elle déclaré.

Et de soutenir : « *La loi dit que lorsque l'accident survient suite à un risque spécial, selon l'article 107, auquel le travailleur s'est lui-même exposé, il n'y a aucune somme, ni avantage qui doit être dû à la victime de cet accident (article 180). Pendant son traitement, par bonne foi, le demandeur recevait la totalité de son salaire pendant plus de 6 mois* », a-t-elle soutenu de son côté. Elle a ajouté que son client avait écrit pour lui demander de re-

prendre le travail, avant d'indiquer qu'aucune réaction n'avait été faite face à cette demande. « *Qu'il plaise à votre tribunal de dire la présente action non fondée; dire non fondées toutes les demandes. Ces demandes sont fondées sur les dispositions qui échappent à la compétence de votre tribunal. Condamner le demandeur au paiement de 5.000\$ à titre des dommages et intérêts pour action téméraire et vexatoire* », a plaidé la partie défenderesse. Le magistrat

du parquet a, de son côté, souhaité que le tribunal puisse lui transmettre le dossier, afin de donner son avis par écrit, avant que le tribunal ne mette un terme au débat et promette de communiquer le dossier dans le délai de la loi. M. Mawaya a conclu, en date du 2 août 2020, un contrat de travail en qualité de technicien. Alors qu'il entretenait une machine, un accident était survenu, causant la perte de l'usage de sa main droite et un de ses doigts était coupé.



**+243 998484750**  
**Email: [contact@acp.cd](mailto:contact@acp.cd)**  
**Bureau Administration Centrale**  
**44-48, Av. Tabu Ley, Kinshasa RDC**  
**[www.acp.cd](http://www.acp.cd)**

## Développement : les interventions d'une organisation humanitaire américaine en RDC au centre d'un échange

**Kinshasa, 8 mai 2026 (ACP).**- Les interventions d'une ONG humanitaire américaine en République démocratique du Congo (RDC), ont été mercredi au centre d'un échange entre le ministre du Plan et la directrice-Pays de l'International Rescue Committee (IRC Rescucorg), une organisation non gouvernementale humanitaire, selon un communiqué parvenu jeudi à l'ACP. « *Le ministre d'Etat en charge du Plan et de la coordination de l'aide au développement, Guylain Nyembo, s'est entretenu, ce 6 mai 2026 avec Mme Heather Kerr, directrice-Pays de l'International Rescue Committee (RESCUEorg), ONG humanitaire américaine, autour des interventions de cette organisation en République démocratique du Congo* », a-t-on lu. Selon la source, les actions me-



Le ministre du Plan, Guylain Nyembo et la directrice Pays de l'IRC, Mme Heather Kerr

nées par l'IRC en faveur des populations vulnérables, notamment les personnes déplacées, les réfugiés, ainsi que les femmes, les enfants, les filles et les garçons, particulièrement dans la partie Est du pays, ont été au cœur de cet entretien entre les deux personnalités. L'IRC a également évoqué ses perspectives d'expansion vers l'Ouest, notamment dans la

province du Mai-Ndombe. Par ailleurs, une attention particulière a été portée à la situation préoccupante de la malnutrition infantile, entre autres à Kalemie, où l'IRC met en œuvre un important programme de prise en charge. Les deux parties ont salué la qualité des échanges, qui ont également permis d'explorer des pistes de collaboration pour l'avenir.

## RDC : la sécurisation des voies urbaines examinée au ministère des Infrastructures

**Kinshasa, 8 mai 2026 (ACP).**- La sécurisation des voies urbaines dans la ville de Kinshasa, capitale de la République démocratique du Congo (RDC), ainsi que sur l'ensemble du territoire national, ont fait l'objet mercredi d'une réunion d'évaluation au ministère des Infrastructures, selon un communiqué consulté jeudi par l'ACP. « *Le mercredi 6 mai 2026, le ministre des Infrastructures et Travaux publics (ITP), John Banza Lunda, a présidé une réunion marathon d'évaluation des voies urbaines à Kinshasa et des chantiers sur l'ensemble du territoire national* », a-t-on lu. Selon ce document, autour de la table, on a noté la présence de l'état-major



Le ministre des Infrastructures et les membres de l'état-major technique de son ministère

technique du ministère des Infrastructures : les directeurs généraux de l'Office des routes (OR), de l'Office des voiries et drainage (OVD), de l'Agence congolaise des grands travaux (ACGT), du

Bureau technique de contrôle (BTC), du Fonds national d'entretien routier (Foner) ainsi que la Cellule Infrastructures. Parmi les points examinés figuraient, entre autres, la sécu-

risation des voies urbaines à Kinshasa; l'urgence érosive dans le Grand Kasai; Kinshasa et Nord-Kivu, la sécurité et diplomatie régionale; la réhabilitation des voies sécuritaires dans le périmètre présidentiel à Kinshasa. Le Projet stratégique pour la mobilité et la sécurité dans la capitale; la modernisation de l'axe Kasindi-Beni (Nord-Kivu) ainsi que l'importance de cette route pour l'intégration économique régionale n'ont pas été oubliés

lors de cette réunion d'évaluation. En outre, le document a précisé que le ministre des Infrastructures a pris acte du plaidoyer formulé par Serge Kasanda, député provincial, notamment en ce qui concerne l'érosion Boya au Kasai Oriental; les menaces sur les pylônes de la Société nationale d'électricité (Snel); le risque sur la desserte énergétique de la région et l'instruction du ministre Banza pour accélérer les études pour la modernisation de la

RN40 (Tshimbulu-Mwene-Ditu). A l'issue de ces discussions, a précisé le communiqué, les travaux relatifs au pont sur la rivière Lubi à Bena Nganza ont été intégrés au programme d'urgence confiés à Safrimex. Il est aussi fait état de l'intégration de l'axe Mbujimayi-Lupatapata, dans le planning immédiat; de l'alerte sur l'état de vétusté du pont Lubilanji vers Mwene-Ditu et le pilotage basé sur l'anticipation et la réponse aux provinces.

## Programme triennal : accord de principe RDC-FMI sur le mécanisme de financement élargi (MFE)

**Kinshasa, 8 mai 2026 (ACP).**- La République démocratique du Congo (RDC) et le Fonds monétaire international (FMI), sont parvenus à un accord de principe à l'issue de la visite de consultation de l'équipe de cette institution financière, tenue du 23 avril au 6 mai 2026, relative notamment au troisième examen du programme triennal au titre du Mécanisme de financement élargi (MFE), selon un communiqué consulté jeudi. « *Les autorités de la RDC et l'équipe du FMI sont parvenues à un accord de principe concernant le troisième examen du programme triennal de la RDC au titre du Mécanisme de financement élargi (MFE) et le deuxième examen de ce même programme au titre du Mécanisme de soutien à la croissance (MSC)* », a-t-on lu dans le communiqué du FMI. Selon la source, cet accord est soumis à l'approbation de la direction du FMI et du conseil d'administration et tiendra compte



de la consultation prévue à l'article IV et à l'examen des programmes, provisoirement programmés pour juin 2026.

### *La croissance économique demeure résiliente, selon le FMI*

En outre, la FMI a indiqué que l'activité économique de la RDC demeure résiliente avec une croissance du PIB réel supérieure à 5,5% en 2025 et 2026, portée par un dynamisme renouvelé dans la construction, les services et l'agriculture, compensant largement un léger ralentissement du secteur extractif. Cette institution, a rapporté le communiqué, a également

expliqué que le taux de change est resté globalement stable depuis fin 2025, soutenu notamment par la réduction du déficit du compte courant grâce à l'évolution favorable des prix à l'exportation des minéraux, même si ces gains ont été partiellement annulés par la flambée des prix du pétrole depuis le début du conflit au Moyen-Orient. Enfin, la source a indiqué que l'équipe du FMI a été dirigée par Calixte Ahokossi, qui s'est rendue à Kinshasa du 23 avril au 6 mai pour mener des discussions, en vue de la consultation de 2026 au titre de l'article IV, le troisième examen dans le cadre du programme économique et financier de la RDC, soutenu par la Facilité élargie de crédit (Fec) du FMI, et le deuxième examen dans le cadre du programme axé sur le climat, soutenu par la Facilité pour la résilience et la durabilité (FRD) du FMI.

## RDC : les réserves internationales atteignent 8,8 milliards USD fin mars 2026 (FMI)

**Kinshasa, 8 mai 2026 (ACP).**- Les réserves internationales de la République démocratique du Congo (RDC) ont atteint 8,8 milliards USD fin mars 2026, a indiqué le Fonds monétaire international

grâce à un renforcement progressif de la stabilité extérieure du pays, selon un communiqué de cette institution financière parvenu à l'ACP jeudi à Kinshasa. « *Le renforcement progressif de la stabilité extérieure a*

*soutenu la poursuite de l'accumulation des réserves internationales qui ont atteint 8,8 milliards de dollars US fin mars 2026, un niveau toutefois légèrement inférieur au seuil d'adéquation conventionnel de trois*

mois d'importations », a-t-on lu. Dans ce communiqué publié à l'issue de la visite des consultations de l'équipe de cette institution financière, soit du 23 avril au 6 mai 2026

litique, suite à la prise d'Uvira par les rebelles de l'AFC/M23 en décembre 2025. « De ce fait, le plafond du déficit budgétaire intérieur à fin décembre 2025 a été dépassé



Le ministre des Finances avec l'équipe du FMI

à Kinshasa, la source a également indiqué que l'inflation annuelle est restée contenue à 2,5% ou moins depuis octobre 2025. « L'inflation annuelle est restée contenue à 2,5% ou moins depuis octobre 2025 - bien en deçà de l'objectif de 7% fixé par la Banque centrale du Congo - mais pourrait légèrement augmenter dans les prochains mois, suite à la hausse des prix des carburants à la pompe, conséquence du conflit au Moyen-Orient », a fait savoir le FMI dans ce communiqué. « Dans ce contexte, et compte tenu de baisses de taux directeurs de 17,5% à 15% et 13,5% respectivement en janvier et avril 2026, la mission a exhorté la BCC à rester prudente dans la conduite de sa politique monétaire », a ajouté la source.

### **La persistance du conflit armé dans l'est, un poids pour les finances publiques**

En outre, l'analyse du FMI émit dans ce communiqué, a renseigné que la persistance du conflit armé dans l'est de la RDC continue de peser sur les finances publiques, notamment en raison de l'intensification des initiatives de mobilisation diplomatique et socio-po-

de 0,6 point de pourcentage du PIB, malgré des recettes fiscales importantes. Des mesures correctives connexes, axées sur le renforcement de la mobilisation des recettes intérieures et l'intensification des efforts de rationalisation des dépenses non prioritaires, seront au cœur du budget rectificatif 2026, qui comprendra également des investissements supplémentaires financés par la première émission d'euro-obligations récemment réalisée et des mesures visant à atténuer les répercussions du conflit au Moyen-Orient », a-t-on lu dans le document.

Concernant le cadre de réforme du secteur forestier (CRF), la mission du FMI à Kinshasa a salué l'adoption rapide d'une méthodologie d'évaluation « ex ante de l'impact climatique des projets d'investissement ». Elle a également encouragé les autorités à renforcer la coordination institutionnelle, en vue de la révision du Code forestier qui a pris du retard et à maintenir la dynamique des réformes, afin d'assurer la mise en œuvre rapide des autres mesures de réforme prévues dans les prochains examens.

### **Le FMI salue le succès de la première émission d'euro-obligations de la RDC**

La mission du FMI à Kinshasa a salué le succès de la première émission d'euro-obligations de la RDC, qui contribuera à stimuler l'investissement productif tout en offrant une alternative aux financements nationaux plus onéreux. A cet effet, elle a exhorté également les autorités à garantir une utilisation transparente et efficace des fonds levés. « À cet égard, le strict respect des garanties établies sera crucial, de même que la consolidation des progrès significatifs accomplis dans la modernisation de la gestion des finances publiques, notamment la mise en œuvre, depuis février 2026, de la Direction générale du trésor (DGTCP) et la décentralisation de l'autorisation des dépenses vers quatre ministères pilotes », a rapporté la source.

En outre, pour améliorer encore la transparence et l'efficacité de l'utilisation des ressources publiques de manière plus générale, le FMI a fait savoir que des efforts supplémentaires sont nécessaires, notamment la limitation du recours aux procédures de dépenses d'urgence, le renforcement de la gestion des investissements publics, l'achèvement du déploiement du compte unique du Trésor et la rationalisation et l'amélioration du contrôle des fonds spéciaux et des entités publiques. « La mission appelle à redoubler d'efforts pour améliorer à la fois la qualité et le niveau des dépenses sociales, accélérer les réformes du marché du travail, améliorer le climat des affaires et renforcer la gouvernance, afin de lutter plus efficacement contre la corruption et le blanchiment d'argent, notamment en tirant parti du tribunal économique et financier récemment créé », a conclu la source.

# RDC : constitution des équipes multidisciplinaires pour réfléchir sur les priorités du secteur minier

Kinshasa, 8 mai 2026 (ACP).- Les équipes multidisciplinaires pour réfléchir sur les priorités du secteur minier ont été constituées mercredi à Kinshasa, en République démocratique du Congo (RDC), à l'issue d'un échange entre le mi-

la source, parmi ces propriétés figurent, notamment le renforcement de la gouvernance ; la transparence et la traçabilité dans la gestion des ressources minières; la lutte contre la fraude minière; l'encadrement de l'exploitation mi-

rapporté la source, des équipes multidisciplinaires ont été constituées, chacune chargée de travailler sur une priorité spécifique. Ces équipes auront pour mission de formuler des propositions de réflexion et de



Photo de famille

nistre de tutelle et les cadres d'une entreprise publique, selon un communiqué consulté jeudi par l'ACP. «Le ministre des Mines, Louis Watum Kabamba, a échangé, ce mercredi 6 mai 2026 avec les énarques de l'École nationale d'administration (Ena). Cette rencontre s'inscrit dans la volonté du ministère des Mines de renforcer la collaboration avec les cadres de l'administration publique, en vue d'approfondir la réflexion sur les priorités du ministère», a-t-on lu dans le communiqué du ministère de Mines. Selon

nière artisanale; la meilleure redistribution des richesses issues du secteur minier au profit des communautés locales; la promotion de l'exploration géologique à travers l'expertise, entre autres celle des géologues congolais; ainsi que le développement de nouveaux projets miniers, notamment dans les filières du fer (Mifor) dans la Grande Orientale, du cuivre dans le Grand Kasai et du manganèse dans le Kongo Central.

À l'issue de ces échanges, a

réformes, en tenant compte de tous les aspects, à savoir juridiques, conformément à la vision du Chef de l'État, Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo, sous la coordination de la Première ministre, Mme Judith Suminwa. Les travaux seront organisés sous forme d'un concours et les propositions sont attendues dans un délai de deux (2) semaines. L'ensemble des équipes participantes sera récompensé avec une distinction particulière pour l'équipe lauréate, a indiqué la source.



AGENCE CONGOLAISE DE PRESSE

+243 998484750  
Email: contact@acp.cd  
Bureau Administration Centrale



AGENCE CONGOLAISE DE PRESSE

+243 998484750  
Email: contact@acp.cd  
Bureau Administration Centrale  
44-48, Av. Tabu Ley, Kinshasa RDC  
www.acp.cd



AGENCE CONGOLAISE DE PRESSE

+243 998484750  
Email: contact@acp.cd  
Bureau Administration Centrale  
44-48, Av. Tabu Ley, Kinshasa RDC  
www.acp.cd

# RDC : l'amélioration de l'électricité présentée comme l'un des leviers de l'entrepreneuriat (Félix Tshisekedi)

Kinshasa, 8 mai 2026 (ACP). L'amélioration de l'accès à l'électricité a été présentée comme l'un des leviers essentiels pour encourager l'entrepreneuriat et créer des richesses en République démocratique du Congo (RDC) par le président de la République, lors d'une conférence de presse tenue mercredi à Kinshasa. « Sans infrastructures routières, sans infrastructures énergétiques, comment allons-nous encourager des indépendants à créer leurs entreprises ? Comment cela se ferait-il ? », s'est interrogé le chef de l'État, évoquant les défis structurels auxquels fait face le pays. Il a rappelé les progrès réalisés dans le secteur de l'électricité, tout en appelant à la patience. « Lorsque je suis arrivé, j'ai trouvé le taux d'électrification à 9%. Aujourd'hui, nous sommes à 22%. Donc, cela va continuer, mais cela demande du temps. Le Congo, je vous l'ai dit, est un sous-continent. Ainsi, ce qui prend peut-être



Le président de la république Félix Tshisekedi

quelques mois dans certains pays prendra, chez nous, des années à être construit », a expliqué Félix Tshisekedi. Face à ces défis, Félix Tshisekedi a assuré que des efforts sont engagés pour améliorer les conditions de vie de la population, notamment à travers le développement agricole. « Cela ne veut pas dire que nous devons laisser nos populations dans la souffrance.

Nous essayons de faire des efforts. Aujourd'hui, notre ministre a parcouru le pays pour doter les agriculteurs de semences, parce que nous devons encourager la production locale », a-t-il indiqué. Le chef de l'État a insisté sur l'importance de la production locale comme moteur de croissance et de redistribution équitable des ressources. « C'est elle qui nous aidera à créer de la richesse et qui nous permettra, évidemment, grâce à cette richesse créée, de la redistribuer de manière équitable, en faisant des efforts pour lutter contre la pauvreté extrême », a-t-il affirmé. Tout en reconnaissant que les résultats nécessitent du temps, il a appelé à la confiance et à la patience de la population. « Regardez le Congo comme un verre à moitié plein. Ne le regardez pas comme un verre à moitié vide. Aujourd'hui, nous sommes la cinquième économie africaine », a-t-il renchéri.

## Signature d'une tribune de perspectives de coopération du Sommet Africa Forward à Nairobi (Ambassadeur de France en RDC)

Kinshasa, 8 mai 2026 (ACP).-Une tribune sur les perspectives de coopération entre les pays africains et la France, autour des enjeux de partenariat a été signée jeudi à Kinshasa (capitale de la République démocratique du Congo) par l'ambassadeur français en marge du Sommet Africa Forward prévu à Nairobi du 11 au 12 mai, selon un communiqué. « À l'occasion du Sommet Africa Forward, qui se tiendra à Nairobi du 11 au 12 mai, l'Ambassadeur de France en RDC a signé une tribune



M. Rémy Maréchaux, ambassadeur de France en RDC

sur les perspectives de coopération entre les pays africains, notamment la RDC et la France, autour des enjeux de jeunesse, d'innovation et de partenariat tourné vers l'avenir », a indiqué Rémy Maréchaux, ambassadeur de France en RDC, cité dans le communiqué. « Dans la même dynamique, le sommet Africa Forward, accueilli et co-présidé pour la première fois avec un pays anglophone, incarnera la profonde transformation des liens que la France a initiés avec les pays africains depuis bientôt 10 ans, fondée

sur une reconnaissance assumée du passé et sur la volonté de construire des partenariats équilibrés et projetés vers l'avenir », a-t-il ajouté.



Il sera l'occasion, selon lui, de démontrer l'engagement de la France, du Kenya et des pays africains pour accélérer les investissements croisés tout en construisant et finançant des solutions concrètes aux défis communs : renforcement des systèmes de santé, souveraine-

té alimentaire, compétitivité dans le domaine du numérique, accès à l'énergie et connectivité. En outre, le diplomate français a précisé que ce sommet sera l'illustration de la richesse et de la diversité des relations entre le continent africain et la France, qui se tissent autour d'une pluralité d'acteurs-Etats, entreprises, jeunesses, artistes, diasporas, avec une place centrale accordée aux jeunesses et au secteur privé. « Les résultats du sommet, tournés vers l'action et construits avec l'ensemble des chefs d'Etat et de gouvernement du continent, permettront de consolider les liens qui unissent l'Afrique et la France, et de nouer des partenariats

tournés vers l'avenir. Les acteurs des relations entre l'Afrique et la France ne se limitent pas aux Chefs d'Etat et de gouvernement. En RDC, la Société civile joue un rôle important dans ces relations, en étant au centre des projets portés par la France, notamment à travers la gestion et la pérennisation des infrastructures mises à disposition, telles que les bornes fontaines et les 6 terrains multisports à Kinshasa », a fait savoir M. Maréchaux. Par la multiplicité et la diversité des intervenants, le Sommet Africa Forward illustre toute la richesse et la densité des relations entre l'Afrique et la France délibérément tournés vers l'avenir, a-t-il conclu.

## Entrepreneuriat: création d'une filière de management du sport dans une université à Kinshasa

**Kinshasa, 8 mai 2026 (ACP).**- Une nouvelle filière de « Management du sport de l'idée académique à la start-up universitaire », notamment dans le domaine du sport, a été ouverte à l'Université du Cepromad (Unic), dans la commune de Masina, (dans la partie Est de Kinshasa, capitale de la République démocratique du Congo), a annoncé jeudi à l'ACP le recteur de cette Alma Mater. « C'est une vision stratégique que d'ouvrir la filière de "Management de l'idée académique à la start-up". L'inauguration du département de management sportif de l'Université du Cepromad-Campus de Masina, depuis le 5 mai 2026, marque une étape majeure dans la modernisation de l'offre académique universitaire et dans l'ouverture de l'enseignement supérieur aux exigences contemporaines de l'innovation, de l'entrepreneuriat et de la professionnalisation », a déclaré le professeur émérite Oscar Nsaman-O-Lutu, président du conseil d'administration et recteur magnifique de l'UNIC. « Au-delà de la formation théorique, cette initiative

doit s'inscrire dans une vision plus ambitieuse : faire de chaque idée défendue au sein de l'université une opportunité de création de valeur, d'innovation et d'impact socioéconomique concret », a-t-il ajouté. Il a indiqué qu'en d'autres termes, toute réflexion académique, tout projet de recherche, toute proposition de réforme ou d'innovation développée par les étudiants et les enseignants devrait être pensée comme un potentiel projet entrepreneurial, susceptible d'évoluer vers une start-up ou une initiative structurée à forte utilité sociale.

Le département de Management sportif offre, à cet égard, selon lui, un terrain particulièrement fertile pour cette transformation. En effet, le sport ne constitue plus seulement une activité récréative ou compétitive ; il est désormais reconnu à l'échelle mondiale comme un secteur économique stratégique, générateur d'emplois, de revenus, d'innovation technologique et de cohésion sociale. Le professeur émérite Nsaman a, en outre, précisé que dès lors, la mission



Le professeur émérite Oscar Nsaman-O-Lutu, président du conseil d'administration et recteur magnifique de l'UNIC

de ce département ne saurait se limiter à former des gestionnaires du sport, il doit devenir un laboratoire d'innovation et un incubateur d'entrepreneuriat sportif. Dans cette perspective, plusieurs axes de transformation peuvent être envisagés. Premièrement, le département pourrait encourager la création de start-up de gestion et de marketing sportif, spécialisées dans la promotion des événements, la communication digitale

des clubs, la gestion de l'image des athlètes et la commercialisation des droits sportifs. Deuxièmement, le nouveau département de Management du sport pourrait favoriser l'émergence de solutions technologiques appliquées au sport, notamment dans les domaines de l'analyse de performance, de la billetterie numérique, de la gestion des infrastructures sportives ou encore du suivi de la condition physique par des outils digitaux. Troisièmement, il pourrait impulser la création d'entreprises sociales sportives, utilisant le sport comme levier d'inclusion sociale, de lutte contre la délinquance juvénile, de promotion de la santé publique et d'encadrement de la jeunesse. Quatrièmement, le

département pourrait devenir un centre de conception des modèles innovants de gouvernance des organisations sportives, contribuant à la professionnalisation des fédérations, clubs et associations sportives nationales ».

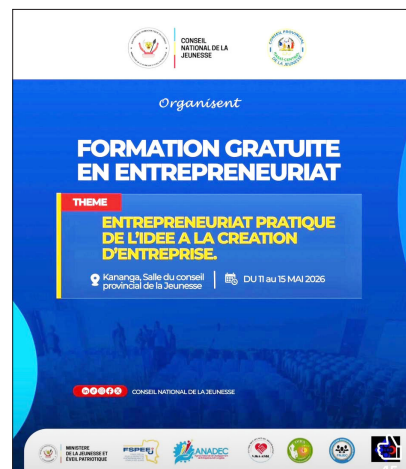
### **La philosophie directrice : former des créateurs de solutions**

Ainsi, la philosophie directrice du nouveau département, selon le professeur Nsaman, devrait être claire : former non seulement des diplômés, mais aussi des créateurs de solutions ; non seulement des gestionnaires, mais des innovateurs ; non seulement des chercheurs, mais des entrepreneurs d'impact. Cette orientation contribuerait à faire de l'UNIC une institution

pionnière dans le passage de l'université traditionnelle à l'université entrepreneuriale, capable de transformer le savoir en richesse, l'intelligence en innovation et la formation en développement, a-t-il indiqué. « *En définitive, le département de management sportif doit être conçu non comme une simple structure académique supplémentaire, mais comme un écosystème d'innovation appliquée, où chaque idée défendue devient une opportunité de transformation économique, sociale et institutionnelle. L'université du XXIe siècle n'est plus seulement un lieu de transmission des connaissances ; elle est un espace de production de solutions, de création de valeur et de transformation de la société* », a-t-il conclu.

## **Création d'entreprise : une formation sur l'entrepreneuriat programmée le 11 mai à Kananga**

**Kinshasa, 8 mai 2026 (ACP).**- Une formation en entrepreneuriat pratique, placée sous le thème « De l'idée à la création d'entreprise », est prévue du 11 au 15 mai à Kananga, chef-lieu de la province du Kasai Central, dans le centre de la République Démocratique du Congo (RDC), selon un communiqué consulté jeudi par l'ACP. « *Le Conseil national de la jeunesse, en collaboration avec le Conseil provincial de la jeunesse du Kasai Central, organise du 11 au 15 mai 2026 à Kananga une formation sur l'entrepreneuriat pratique sur le thème : « De l'idée à la création d'entreprise », a-t-on lu dans le communiqué du*



L'affiche

Conseil national de la jeunesse. Selon la source, cette initiative s'inscrit dans le cadre du plan d'action

2026 visant à renforcer l'employabilité des jeunes et à promouvoir l'esprit entrepreneurial comme ascenseur du développement local. Les participants seront outillés sur la transformation d'une idée en projet structuré, les bases de la création et de la gestion d'entreprise, l'élaboration d'un mini business plan, ainsi que les mécanismes d'accès aux opportunités et au financement. « *Nous invitons tous les jeunes de Kananga porteurs de projets, étudiants, entrepreneurs débutants et leaders associatifs à prendre part à cette opportunité de formation et de transformation* », a conclu la source.

## **RDC : thèse sur le management des finances publiques pour le développement de l'Ituri**

### **(Université du Cepromad)**

**Kinshasa, 8 mai 2026 (ACP).**- Le management des finances publiques comme levier de développement de la province de l'Ituri,

dans le Nord-est de la République démocratique du Congo (RDC), a été analysé dans une thèse à l'Université du Cepromad (UNIC)

à Kinshasa, capitale du pays, a appris jeudi l'ACP de source universitaire. « *Cette dissertation doctorale a analysé le management des*

finances publiques comme levier de développement de la province de l'Ituri en RDC. Il met en évidence les limites du système actuel de décentralisation, notamment la faible rétrocession effective des recettes à caractère national pourtant fixée à 40% par la Constitution. Cette situation engendre une dépendance accrue des provinces vis-à-vis du pouvoir central, limitant leur autonomie financière et leur capacité à réaliser des projets de développement », a déclaré le doctorant Dupe Wele, auteur de la thèse. Face à ces contraintes, le récipiendaire a dit avoir proposé dans cette étude un modèle innovant de créativité publique (modèle DWD), fondé sur la mobilisation et la valorisation des ressources locales, en s'appuyant sur une analyse stra-

tégique des organisations et en se



Vue des bâtiments de l'Unic

focalisant sur acteurs (publics, privés et communautaires). La thèse a aussi mis en lumière les relations de pouvoir, les stratégies d'adaptation et les zones d'incertitude qui caractérisent la gouvernance provinciale.

#### Résultats de la thèse

Les résultats de cette étude se-

lon son auteur, ont démontré que le développement de l'Ituri dépend moins des transferts nationaux que de la capacité des acteurs locaux à innover, coopérer et exploiter les potentialités territoriales. Le doctorant Dupe a recommandé une approche basée sur les clusters créatifs, la gouvernance participative et le management par projet afin de stimuler un développement local dans la province de l'Ituri. Le jury de cette thèse a été composé des professeurs Pascal Ndudanga, Godé Atshwel -Okel, Albert Muluma, Innocent Yere, Angèle Onsin Nsaman, Ondain Ansoom, Jean-Macaire Munzele, respectivement promoteur, co-promoteurs, président, secrétaire et membres du jury.

## Ituri : dispositions prises pour baisser le prix du sac de ciment à Bunia

**Bunia, 8 mai 2026 (ACP).**-Des dispositions ont été prises jeudi par la Fédération des entreprises du Congo (FEC) pour baisser le prix du sac de ciment gris, qui pourrait passer de 15,5 USD à 12 USD à Bunia, chef-lieu de la province de l'Ituri (Nord-est de la République démocratique du Congo), a appris l'ACP de source associative. « Je crois que des dispositions sont déjà prises et que, d'ici deux ou trois jours, le prix d'un sac de ciment gris sera revu à la baisse pour revenir à l'ancien prix, soit 11,5 ou 12 USD », a déclaré Christophe Lonema, président de la Fec/Ituri, de retour de Kinshasa, où il était

en mission de plaider auprès de différentes autorités du pays. « Que la population iturienne soit d'abord rassurée. Nous sommes là pour elle et nous nous battons afin que les conditions de vie de la population soient améliorées », a-t-il ajouté. M. Lonema a indiqué qu'en plus du ciment gris, le prix du carburant connaîtra également une baisse sensible, tout en remerciant l'autorité provinciale pour toutes les facilités accordées. « Nous remercions les autorités de la province de l'Ituri, en particulier le lieutenant-général Johnny Luboya N'kashama, pour sa promptitude. Il nous a bien accueillis et nous a délivré un ordre



Sacs de ciment

de mission afin que nous puissions nous rendre à Kinshasa pour rencontrer les autorités compétentes, notamment le directeur général de la Direction générale des douanes et accises (DGDA), ainsi que le ministre de l'Économie nationale », a-t-il conclu.

## Une activité de transformation de jus à base de pastèque annoncée à Kinshasa

**Kinshasa, 8 mai 2026 (ACP).**-Le lancement d'une activité de transformation de jus naturels à base de pastèque a été annoncé jeudi par un entrepreneur lors de la remise d'une enveloppe aux gagnants de

la masterclass organisée par la fondation « Grâce à ma mère » à Kinshasa (capitale de la République démocratique du Congo). « Grâce à la fondation Grâce à ma mère, aujourd'hui, j'ai eu la chance

d'être parmi les gagnants et j'ai gagné une somme de 100 \$. Avec cette somme, je souhaite lancer une activité de transformation et de commercialisation de jus naturels à base de pastèque », a déclaré David

Kimwanga, un entrepreneur et bénéficiaire d'une enveloppe après la formation. Selon lui, ces derniers temps, les Kinois consomment des jus toxiques contenant des produits chimiques nuisibles à la santé. *« C'est pourquoi, en tant que jeunes congolais, nous avons décidé de produire un jus local, 100% bio et congolais, qui ne nuira pas à la santé de notre population »*, a-t-il ajouté.

M. Kimwanga a encouragé tous les jeunes congolais à continuer

à travailler dur et a remercié le



M. David Kimwanga, entrepreneur

gouvernement congolais, en particulier le chef de l'État, pour ce qu'il fait en faveur des jeunes. *« Grâce aux efforts du Président de*

*la République, nous avons l'espoir de devenir des milliardaires en Afrique. Je suis moi-même le fruit des promesses faites par le Président de la République »*, a-t-il dit. Cette masterclass, organisée par la fondation « Grâce à ma mère », vise le renforcement des capacités professionnelles et la promotion de l'entrepreneuriat. Plus de 60 jeunes ont participé et présenté leurs projets, et uniquement 12 jeunes ont bénéficié d'une enveloppe de 100 \$ chacun après la présentation de leurs projets.

## Numérique : le fact-checking, un dispositif de lutte contre la désinformation en RDC

**Kinshasa, 8 mai 2026(ACP).**- Le fact-checking, vérification de la véracité des faits a été présenté jeudi comme un dispositif de lutte contre la désinformation en République démocratique du Congo (RDC) par un doctorant de l'Université des sciences de l'information et de la communication (Unisic) à Kinshasa lors d'un entretien sur avec l'ACP son mémoire. *« Et nous sommes partis d'un contexte extrêmement numérisé, extrêmement connecté. Le monde est vraiment connecté. Et on se rend bien compte qu'il est difficile aujourd'hui de déceler le vrai du faux. Et donc, devant la désinformation et les fake news, le fact-checking s'est présenté dans un premier temps comme une solution »*, a déclaré Jean-Bedel Onkan, doctorant à l'Unisic et directeur du service fact-checking de l'ACP.

Relatant son mémoire de Diplôme d'études approfondies (DEA) intitulé « fact-checking, analyse du dispositif de lutte contre la désinformation en République démocratique du Congo », il a fait savoir que *« Nous nous sommes rendus compte que le fact-checking ne peut pas lutter seul contre la désinformation. Nous avons la*

*législation congolaise et nous avons le Conseil supérieur de l'audio-visuel et de communication (CSAC) qui pourraient venir en aide au fact-checking. Et après analyse, on se rend compte*



M. Jean-Bedel Onkan, doctorant à l'Unisic et directeur du service fact-checking de l'ACP

*que les deux dispositifs sont aussi défaillants. Et il y a un troisième qui s'ajoute, c'est l'éducation aux médias. On se rend compte que c'est encore limité parce que c'est d'abord fait par les étrangers, donc c'est élitiste, c'est en français. Mais la désinformation aujourd'hui passe par l'oralité. Vous avez des capsules et de*

*»voice» comme on appelle. Ça passe et les gens y croient très facilement parce que ça vient de nos proches. Et après analyse, on s'est rendu compte que les trois dispositifs étaient défaillants »*. Il a poursuivi

*que « Nous avons créé pour nous, à la base de l'expérience de l'Agence congolaise de presse (ACP), avec des services fact-checking, un quatrième dispositif qui s'appelle (...) Sentinelle de l'information. Et donc ce sont des fact-checkers de proximité qui peuvent aider les fact-checkers professionnels à ana-*

lyser une désinformation, mener une démarche claire et rationnelle, arriver au même résultat. L'objectif, c'est de donner à chaque Congolais la possibilité de vérifier l'information par lui-même et arriver à la vérité ou à la fausseté ». Selon lui, si on ne le fait pas, la désinformation vient tuer « notre savoir-être ensemble, notre démocratie, notre vie politique, sociale, morale, et intellectuelle surtout, parce qu'un mensonge est distillé en « fake news », en « deep fake » comme on dit aujourd'hui. En RDC, a précisé le chercheur en sciences de l'information et de la communication, on parle « mutakalisation ». Et ça c'est excessivement grave, s'est-il exclamé. **Développement de l'intelligence artificielle (IA) évoqué**

« Aujourd'hui, avec (...) le développement de l'IA, c'est très

facile de fabriquer des photos sur tout le monde. Et personne n'est épargné. Donc, c'est un sujet excessivement important pour la RDC, pour la science, la recherche, où j'ai su (...) à l'Unisic, mais aussi pour l'ACP », a soutenu le docteur. En outre, il a dû être en préparation d'une thèse de doctorat pour parler de la lutte contre la désinformation, mais en intégrant l'aspect intelligence artificielle. « Une désinformation créée par l'IA ne peut être décelée que par l'IA, aujourd'hui. Le deep fake ne peut pas être décelé à l'œil nu, ce n'est pas possible. D'où l'ACP, dans son service, de fact-checking devrait travailler pour faire asseoir l'IA. Et quelqu'un qui n'a pas été dans cette initiation croira que tout est normal, tout est bien, tout est bon. On a l'impression que l'IA n'a pas de limites aujourd'hui dans les chefs des journalistes. Mais

nous sommes déjà en train d'envisager des conclusions pour dire l'IA, oui, mais le fact-checking devrait devenir hybride. Il y a la machine, il y a aussi l'homme. Et l'homme, donc le journaliste de l'ACP, reste le maître au centre de cette recherche. Tant qu'il n'a pas encore validé, rien n'est vrai », a-t-il expliqué. Il a précisé que « tout peut paraître vrai, mais tant que le journaliste n'a pas encore validé, parce qu'il est rationnel, c'est inhumain, c'est lui qui sent les émotions, il peut vérifier, descendre sur le terrain, et un coup de téléphone ne se fera pas par l'IA. La sensation physique ne se fera jamais par l'IA. Et il y a des coins de la République qui ne sont pas pris en charge par l'IA ». L'IA n'est qu'une aide, elle est auxiliaire à l'intelligence du journaliste de l'ACP, a-t-il conclu.



**+243 998484750**  
**Email: contact @acp.cd**  
**Bureau Administration Centrale**  
**44-48, Av. Tabu Ley, Kinshasa RDC**  
**www.acp.cd**

## Kinshasa : la construction de nouveaux marchés recommandée pour répondre aux besoins des vendeurs

**Kinshasa, 8 mai 2026 (ACP).**- La construction de nouveaux marchés à Masina, une commune de l'Est de Kinshasa, en République démocratique du Congo (RDC) a été recommandée pour répondre aux besoins de vendeurs qui occupent illégalement les emprises publiques dans cette municipalité, a-t-on appris jeudi de source locale. « Il y a beaucoup de marchés pirates dans la commune de Masina, surtout le long du boulevard Lumumba. C'est la raison pour laquelle, nous avons recommandé, lors d'un forum sur le développement de notre commune, de construire de nouveaux marchés, afin de répondre aux besoins de vendeurs des marchés pirates », a déclaré Tarcis Luyungu, chargé de développement communautaire de la commune de Masina. A l'en croire,



Vue partielle de la maison communale de Masina

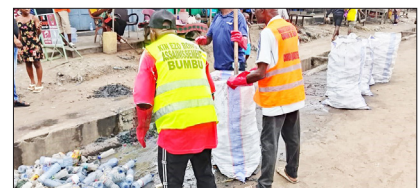
quatre-vingt pour cent (80%) des parkings et marchés pirates de Masina se trouvent sur le boulevard Lumumba. « Cette situation inonde la chaussée et empêche la fluidité du trafic. Pour y remédier, il faut nécessairement trouver des espaces pour la construction de nouveaux marchés », a-t-il ajouté. Il a également fait savoir que la persistance des marchés pirates dans cette municipalité est aussi liée à la croissance démographique et exode rural à Kinshasa. « Dans cette capitale, il n'y

a pas d'emplois salariés. Les gens se donnent aux petits commerces pour survivre. Ne pas créer d'autres marchés, c'est priver la vie aux vendeurs et coopérants », a-t-il poursuivi. Dans le cas où la commune ne disposerait pas d'espaces pour l'érection de ces nouveaux centres de négoce, M. Luyungu a recommandé l'expropriation de certaines propriétés privées pour la construction de ces infrastructures d'intérêt public. Répondant à la question sur la lutte contre les marchés pirates, il a plaidé pour l'implication de la Police nationale congolaise (PNC). « Nous apprécions à juste titre la lutte contre les marchés pirates dans la ville de Kinshasa, surtout le long du boulevard Lumumba qui est maintenant envahi par des immondices », a conclu M. Luyungu.

## Kinshasa : assainissement et évacuation des déchets, une priorité « absolue » du bourgmestre de Bumbu

**Kinshasa, 8 mai 2026 (ACP).**- L'assainissement et l'évacuation des déchets ont été considérés comme une priorité « absolue », jeudi auprès de l'ACP, par le bourgmestre de la commune de Bumbu, dans le centre de Kinshasa, en République démocratique du Congo (RDC), pour améliorer le cadre de vie de ses administrés. « Je suis déterminée à améliorer le cadre de vie des habitants, en faisant de l'assainissement et de l'évacuation des déchets une priorité absolue (...) à travers des actions concrètes et une mobilisation constante », a déclaré Marie Yagbato, bourgmestre de la commune de Bumbu. A l'en croire, la gestion des immondices dans cette municipalité est un « véritable »

cheval de bataille pour lequel elle s'est engagée, afin de rendre cette commune « plus propre, plus saine et plus attractive ». L'assainissement dans la commune de Bumbu fait partie des priorités des autorités de Kinshasa. Ces derniers mois, plusieurs opérations de lutte contre l'insalubrité ont été annoncées dans cette commune. Le gouverneur de Kinshasa, Daniel Bumba, a récemment effectué une descente à Bumbu pour évaluer les problèmes liés aux déchets, aux caniveaux et à la dégradation des routes. Il a dénoncé le dépôt d'ordures dans les caniveaux et sur les voies publiques, qui aggrave les inondations et l'insalubrité. Parmi les actions évoquées dans le cadre du



Une scène d'évacuation des déchets à Bumbu

programme « Kinshasa ezo bonga », figure le curage des caniveaux, l'évacuation des immondices, la sensibilisation des habitants à la salubrité, le renforcement des équipements d'assainissement. Des travaux d'assainissement ont aussi été signalés sur certains axes proches de Bumbu, notamment autour des avenues Birmanie et Ngiri-Ngiri, afin d'améliorer l'écoulement des eaux et réduire sensiblement les risques d'inondation.

## Kinshasa : un contrôle de routine envisagé à Kintambo pour l'entretien des caniveaux

**Kinshasa, 8 mai 2026 (ACP).**- L'instauration d'un contrôle de routine pour l'entretien des caniveaux construits au quartier Nganda, à Kintambo, une commune du centre de Kinshasa, en République démocratique du Congo (RDC), a été envisagée afin de lutter préventivement contre les inondations, a-t-on appris jeudi de source administrative. « C'est aux résidents du quartier qu'incombe le devoir d'entretenir cet ouvrage. Nous allons instaurer un contrôle de routine chaque matin et tous les jours. Pas seulement le samedi. Bientôt, nous allons passer à l'étape des sanctions. Car, sans celles-ci, les gens ne vont pas comprendre », a déclaré Patrick Isia, chef du quartier Nganda. « A partir de samedi prochain, aucune boutique, aucun

étalage ne sera ouvert avant 11 heures. De 6 heures à 10 heures,



Vue d'une scène des travaux de curage

nous allons tous travailler. Ceux qui ne vont pas obtempérer verront leurs établissements cadennassés » a-t-il averti. Il a laissé entendre que les travaux de curage des caniveaux en cours d'exécution le long de l'avenue Bompete sont déjà à septante pour cent (70%). « Nous avons curé au total cinq cents (500) mètres sur un tronçon

de 1 km. Nous nous sommes arrêtés au niveau de Bassin vert. Nous n'allons plus y revenir », a-t-il dit.

M. Isia a également affirmé que les déchets du curage des caniveaux sont « immédiatement » évacués vers une décharge du quartier. Ce qui, a-t-il indiqué, justifie l'état de propreté de la chaussée. « En cas de fortes pluies, l'eau est drainée directement. On combat de cette manière la dégradation de la chaussée, afin de lutter préventivement contre les inondations auxquelles sont exposés beaucoup de quartiers », a fait savoir le chef de quartier Nganda. Cependant, a-t-il conclu, le désengorgement de caniveaux est buté à un problème d'encombrement de la chaussée par de nombreux véhicules et autres gros engins garés le long de la route.

## Kinshasa : une opération de salubrité menée au rond-point Ngaba pour assainir l'environnement

**Kinshasa, 8 mai 2026 (ACP).**- Une opération de salubrité a été menée jeudi par la police au rond-point Ngaba, situé dans le centre de la ville de Kinshasa, capitale de la République démocratique du Congo (RDC), pour assainir l'environnement, a constaté l'ACP. « Nous avons participé à une opération d'assainissement au rond-point Ngaba dans le but d'améliorer la propreté et l'image de ce lieu très fréquenté. Cette activité s'inscrit dans une démarche citoyenne visant à rendre l'environnement plus sain et agréable pour la population », a déclaré Sylvain Matadi, commissaire supérieur adjoint du

Groupe mobile intervention (GMI) du regroupement communal de Mont-Amba. « Au cours de cette opération, nous avons effectué le balayage des principales artères et des espaces publics autour de ce rond-point. Les déchets et saletés accumulés ont été ramassés afin de réduire l'insalubrité et de favoriser un cadre de vie plus propre », a-t-il ajouté. Il a indiqué avoir également procédé à l'évacuation des marchés pirates installés de manière désordonnée le long de la voie publique. « Ces occupations anarchiques gênaient la circulation des piétons et des véhicules, tout en créant un désordre dans cet espace public », a-t-



Sylvain Matadi, commissaire supérieur adjoint du

Groupe mobile intervention

il poursuivi. « Grâce à cette initiative, le rond-point Ngaba a retrouvé un aspect plus propre, plus organisé et plus accessible. Nous souhaitons que cette action sensibilise la population à l'importance de préserver la propreté et de respecter les espaces publics pour le bien-être de tous », a-t-il conclu.

# Haut-Katanga : conférence de presse de Tshisekedi, l'approche de gouvernance pour la cohésion nationale (Un politologue)

Lubumbashi, 8 mai 2026 (ACP).- La conférence de presse du chef de l'État, Félix Antoine Tshisekedi Tshilombo qu'il a animée mercredi soir à Kinshasa, est une approche de gouvernance pour la cohésion nationale, a dit un chercheur en sciences politiques et administratives de l'Université de Lubumbashi, dans la province du Haut-Katanga (sud-est de la République démocratique du Congo) dans un entretien jeudi avec l'ACP. « Cette initiative est salutaire dans la mesure où elle est, en sciences politiques, une approche de gouvernance pour la cohésion nationale qui tombe à point nommé où le débat était tourné vers le dialogue, l'or-



Assistant Bonga Ipome de l'Unilu

ganisation prochaine des élections générales, la sécurité et le social des Congolais », a déclaré Bonga Ipome, assistant au département des sciences sociales, politiques et administratives de l'université de Lubumbashi (Unilu). Selon lui, les réponses du Chef de l'État aux questions majeures ont ouvert la

voie à un débat interne qui engage la participation de chaque Congolais pour la consolidation de la légitimité interne. « Tout le monde est fixé sur la politique de gouvernance du Chef de l'État, et il appartient à chaque Congolais de contribuer à cette légitimité interne, tout en évitant toute action ou déclaration qui porte atteinte à l'unité nationale », a-t-il renchéri.

M. Bonga a invité, par ailleurs, les acteurs politiques et sociaux à une réflexion profonde qui ne se base pas sur des appartenances politiques ou tendances individuelles, mais sur des principes fondamentaux de la démocratie constructive pour le développement du pays.

# Haut-Katanga : le Chef de l'Etat apporte de l'espoir face aux difficultés sociales

Lubumbashi, 8 mai 2026 (ACP).- Le Président de la République démocratique du Congo (RDC), Félix Tshisekedi, a apporté de l'espoir aux Congolais face aux difficultés sociales, lors de sa conférence de presse animée mercredi à Kinsha-



Analyste économique et social, James Coco Mbo

sa, a dit un analyste économique et social, lors d'un entretien jeudi avec l'ACP à Lubumbashi, au Haut-Katanga (Sud-est du pays). « Le Président a recentré le débat

sur la nécessité de faire bénéficier la population congolaise des richesses du pays. Son message apporte de l'espoir aux familles qui attendent des réponses concrètes face aux difficultés sociales », a déclaré James Coco Mbo. « Les annonces liées à la Couverture santé universelle, à la gratuité de certains soins et à l'investissement dans les infrastructures sociales pourraient avoir un impact significatif dans les grandes villes de la RDC, particulièrement dans le Haut-Katanga », a-t-il ajouté. Sur le plan économique, il a salué la transformation locale des minerais et le renforcement de la souveraineté économique de la RDC envisagés par le Président Tshisekedi. « Le président Félix Tshisekedi a démontré une volonté claire de sortir la RDC du simple rôle de pays exportateur de matières premières. Son discours ouvre une nouvelle perspective

économique pour le Haut-Katanga, surtout pour Lubumbashi, qui demeure le cœur minier du pays », a poursuivi James Coco Mbo, l'analyste économique et social. Il a insisté sur la nécessité pour la RDC de tirer davantage profit de ses ressources naturelles, surtout les minerais stratégiques et a dénoncé le modèle économique actuel où les minerais sont exportés à l'état brut. « Nos minerais ne peuvent plus être extraits chez nous, exportés à l'état brut, puis valorisés ailleurs, pendant que nos populations demeurent dans la pauvreté », a-t-il relevé. Selon cet analyste économique et social, la vision présidentielle consistant à transformer localement les minerais stratégiques pourrait favoriser l'implantation de nouvelles industries de transformation dans la province du Haut-Katanga va créer ainsi des emplois pour des jeunes

et stimulant l'économie locale. « Si cette politique est appliquée avec rigueur, Lubumbashi pourrait devenir un véritable centre industriel africain dans le secteur minier. Cela permettrait, non seulement d'augmenter les recettes nationales, mais aussi de réduire le chômage et d'améliorer les conditions sociales des populations », a-t-il ajouté. Il a également estimé que les partenariats économiques évoqués par le Chef

de l'État avec les puissances étrangères devraient prioritairement protéger les intérêts des Congolais et garantir des retombées visibles pour les communautés locales. M. Mbo a, cependant, appelé à une gestion transparente des revenus miniers, afin que les richesses du sous-sol profitent réellement à la population. « Les habitants de Lubumbashi attendent aujourd'hui des résultats concrets : des routes,

de l'électricité, des écoles, des emplois et une amélioration du pouvoir d'achat. La population veut voir les effets directs de cette vision économique dans son quotidien », a-t-il souligné. Il a, enfin, encouragé les autorités nationales et provinciales à associer davantage les experts locaux, les entrepreneurs et la jeunesse dans la mise en œuvre des réformes économiques annoncées par le Président de la République.

## Kwilu : la population appelée à accompagner les réformes engagées par le Président Tshisekedi

**Bandundu, 8 mai 2026 (ACP).** - La bourgmestre de la commune de Basoko a appelé jeudi la population de Bandundu, chef-lieu de la province du Kwilu, dans le sud-ouest de la République démocratique du Congo (RDC), à accompagner les réformes engagées par le Président Félix Tshisekedi pour préserver l'unité nationale, dans un entretien avec l'ACP. « Nous devons soutenir les efforts du Chef de l'État pour renforcer la sécurité, promouvoir la coopération internationale et préserver l'unité nationale, étant donné que le développement du pays exige l'implication de tous les citoyens », a déclaré Cassilda Kibongo Kininde, bourgmestre de la commune de Basoko. « Les réformes engagées par le président Félix Antoine Tshisekedi dans les domaines de la gouvernance publique, de l'amélioration du climat des affaires, de la modernisation des infrastructures et du développement à la base visant, notamment l'amélioration des conditions de vie de la population et la relance de l'économie nationale », a-t-elle ajouté, avant de saluer les initiatives gouvernementales orientées vers l'emploi des jeunes, la protection sociale et le

développement communautaire. « J'invite la jeunesse, les leaders



Vue de Mme Cassilda Kibongo Kininde

communautaires et les forces vives du Kwilu en général et de la ville de Bandundu en particulier, à demeurer unis derrière les idéaux de paix, de cohésion sociale et de stabilité, afin de permettre à notre pays de poursuivre sa marche vers son progrès », a-t-elle indiqué, tout en insistant sur la nécessité de promouvoir les valeurs culturelles congolaises et le vivre-ensemble.

Mme Kibongo a estimé que la culture constitue un facteur important de consolidation de l'identité nationale et de rapprochement entre les communautés. L'autorité

municipale a encouragé les professionnels des médias à exercer leur métier avec responsabilité, car selon elle, la liberté de la presse demeure un pilier essentiel dans la consolidation de l'État de droit en RDC. « Une presse libre, responsable et professionnelle contribue à renforcer la démocratie, à sensibiliser la population aux réformes et à rapprocher les gouvernants des citoyens », a-t-elle soutenu. Elle a, en outre, plaidé pour le renforcement de la coopération entre les institutions publiques, les partenaires internationaux et le secteur privé afin de soutenir les projets de développement local, la création d'emplois, la réhabilitation des infrastructures socio-économiques et l'amélioration des services sociaux de base dans les provinces. Par ailleurs, le président de l'organisation non gouvernementale « Fraternité des natifs de Bandundu » a salué l'allocution du Président Tshisekedi : « Je félicite et soutiens la vision du Chef de l'État autour de la révision de notre constitution devant préserver la paix durable dans toute l'étendue du territoire national », a-t-il renchéri.

## Haut-Katanga : l'amélioration des conditions de vie des ménages congolais saluée

Lubumbashi, 8 mai 2026 (ACP).- Les efforts d'amélioration des conditions de vie des ménages congolais par le Président Félix Tshisekedi, ont été salués par le ministre provincial de l'Economie du Haut-Katanga, dans le sud-est de la République démocratique du Congo (RDC), lors d'un échange jeudi avec l'ACP. « Je suis satisfait du discours du Chef de l'Etat, Félix Antoine Tshisekedi, et je salue tous les efforts qu'il fournit en ce qui concerne l'amélioration des conditions de vie des ménages congolais, notamment les plus vulnérables », a déclaré Georges Mbau, ministre provincial de l'Economie, commerce, transports et tourisme du Haut-Katanga, faisant la lecture de la conférence de presse du Chef de l'Etat mercredi à Kinshasa. Il s'est réjoui de constater que le Président Tshisekedi place au centre de l'ac-



Le ministre provincial de l'Economie, Commerce, Transports et tourisme, Georges Mbau

tion gouvernementale la vie des Congolais et s'est engagé à encourager et à soutenir cette vision dans son rayon d'activités. Le ministre Mbau a affirmé, à cette occasion, que les engagements ainsi que les instructions du Chef de l'Etat dans

la province du Haut-Katanga, sont bien exécutés à travers le gouverneur intérimaire, Martin Kazembe, par la sensibilisation et la mobilisation de toute la population à l'adhésion de l'action du Président de la République. « J'invite la population congolaise à se ranger derrière le Président de la République qui place, en premier lieu, le peuple d'abord et à soutenir ses actions ainsi que sa vision. J'invite la population de la province du Haut-Katanga à soutenir aussi le gouverneur intérimaire, Martin Kazembe Shula, dans sa gouvernance positive pour la bonne marche de la province », a ajouté ce membre du gouvernement provincial. M. Mbau est revenu sur la vente, à coût réduit, de la farine de maïs de production locale lancée par le gouvernement provincial, concurremment au prix élevé sur le marché de Lubumbashi.

## Kisangani : deux nouveaux bus d'une société de transport pour renforcer la mobilité

Kisangani, 8 mai 2026 (ACP).- Deux nouveaux bus de la société publique Transco ont été acheminés à Kisangani, chef-lieu de la Tshopo, dans le nord-est de la République démocratique du Congo (RDC), afin de renforcer la mobilité, a expliqué jeudi le directeur d'exploitation de cette entreprise, à l'issue d'un entretien avec le vice-gouverneur de province. « Je suis porteur d'un ordre de mission du directeur général de Transco, Jérémy Kielubu Matondo, qui nous a mandatés pour livrer deux bus supplémentaires dans le lot de cinq déjà opérationnels à Kisangani », a déclaré Johnny Boyela, directeur d'exploitation de Transco. Abordant les perspectives d'expansion du réseau, le responsable de Transco a annoncé que la Tshopo devrait bénéficier,



Deux bus de la société Transco

à terme, d'un important quota de véhicules, pour répondre à la forte demande de mobilité urbaine. « Dans le business plan de Transco, la province de la Tshopo devrait recevoir plus ou moins 60 bus. Les cinq premiers étaient symboliques, mais

Kisangani, étant l'une des grandes villes du pays, ne peut pas fonctionner avec un nombre aussi réduit de bus», a-t-il expliqué. Par ailleurs, Johnny Boyela a fait savoir qu'une mission d'évaluation de l'état du tronçon Kisangani-Ubundu était

également prévue dans le cadre du transfert prochain de bus destinés pour la province du Maniema. « *Nous allons vérifier l'état de la voirie vers Ubundu, afin d'assurer l'acheminement sécurisé des bus destinés à Kindu* », a-t-il précisé. Le respon-

sable de Transco a, enfin, appelé la population à protéger les véhicules mis à sa disposition, rappelant qu'il s'agit d'un service public à vocation sociale, destiné à améliorer les conditions de déplacement des habitants. Il a rappelé que l'implan-

tation de Transco à Kisangani en 2023 avait bénéficié d'un accompagnement du gouvernement provincial, justifiant ainsi la volonté de la société d'accroître progressivement son offre de transport dans la ville.

## Mai-Ndombe : baisse de 20,5% des candidats à l'examen d'État déplorée par une société

**Inongo, 8 mai 2026 (ACP).**- Une baisse d'environ 20,5% du nombre d'élèves candidats aux épreuves hors-session de l'examen d'État 2026, soit 2.118 en 2025 à 1.684 en 2026 dans 114 écoles de la concession forestière d'ERA Congo, au Mai-Ndombe (sud-ouest du pays), a été déplorée par cette entreprise, a-t-on appris jeudi de source administrative. « *Lors de notre opération de paiement des frais de participation aux épreuves hors-session de l'examen d'État, pour les élèves finalistes inscrits dans tous les établissements scolaires, situés dans la concession de conservation forestière d'ERA Congo dont la société prend chaque année en charge ces frais, nous avons constaté que seuls 1.684 élèves finalistes ont été enregistrés cette année dans 114 écoles,*



Mme Florence Bolotito (à.g) avec un échantillon d'élèves bénéficiaires des frais de participation

*contre 2.118 en 2025. Nous déplorons cette baisse d'environ 20,5%. Ainsi, nous sommes préoccupés par cette tendance, reconnaissant l'importance de l'éducation pour les communautés où nous opérons* », a déclaré Mme Florence Bolotito, coordonnatrice chargée des écoles à ERA Congo. Voulant comprendre les causes exactes de cette baisse de candidats aux Exetat, Mme Bolotito a, d'après les explications reçues,

attribué cette chute à la grève des enseignants qui a paralysé les écoles du territoire d'Inongo pendant plusieurs mois. « *La plupart des élèves finalistes ont abandonné, ne croyant pas que l'année scolaire puisse arriver à son terme* », a-t-elle expliqué. Elle a souhaité alerter les autorités éducatives. « *Nous avons voulu échanger avec elles pour leur demander que cette grève ne se reproduise plus, afin de ne pas perturber le calendrier scolaire et d'éviter la perte de candidats, voire tous les autres en général* », a conclu Mme Bolotito. ERA Congo intervient dans le cadre de son projet « *Mai-Ndombe REDD+* ». Son soutien au secteur éducatif comprend également la construction d'écoles et le paiement des primes pour les enseignants non encore intégrés au système de paie.

## Sud-Ubangi : signature d'un protocole de collaboration entre deux communautés religieuses

**Gemena, 8 mai 2026 (ACP).**- Un protocole de collaboration a été signé jeudi à Gemena entre le diocèse de Molegbe et la 17<sup>ème</sup> Communauté évangélique du Christ au Congo (Cecu), en vue d'améliorer les conditions socio-économiques de la population de l'Ubangi (Nord et Sud-Ubangi), dans le nord-ouest de la République démocratique du Congo (RDC), a constaté l'ACP. « *La signature de ce protocole de collaboration entre le diocèse de Molegbe, représenté par Monseigneur Joseph Mopepe et la 17<sup>ème</sup> Cecu, représentée par le président et représentant légal, le professeur Louis Nupanga, a pour*

*objectif d'améliorer les conditions socio-économiques de la popula-*



Vue de la cérémonie de la signature

*tion d'Ubangi (Nord et Sud-ubangi) dans les domaines de la santé, de l'éducation et de l'agriculture pour redonner, à cette population, sa dignité humaine à travers l'accès à un habitat décent, à l'eau potable, à une nourriture saine et variée, aux soins de santé, à travers des*

*centres de santé propres et bien approvisionnés* », a déclaré Christian Moloko, assistant chargé de programme de ce projet.

Le gouvernement provincial du Sud-Ubangi, représenté par le gouverneur intérimaire, Gaby Mbombo, a signifié que l'exécutif provincial est prêt à accompagner ce protocole de collaboration entre ces deux communautés, qui va aider la province du Sud-Ubangi à sortir du sous-développement et de l'insécurité alimentaire. Le protocole de collaboration entre ces deux communautés religieuses a un mandat de 5 ans renouvelable.

# Maroc : le rôle des technologies dans l'amélioration sanitaire démontré dans un forum

**Casablanca, 8 mai 2026 (ACP).**– Le rôle des technologies dans l'amélioration des services sanitaires a été démontré à la première édition de < Gitex Future Health Africa Morocco >, clôturé mercredi à Casablanca, au Maroc, après trois jours d'échanges, autour de l'innovation à l'intelligence artificielle (IA) et aux technologies émergentes appliquées au secteur sanitaire.

Chief Representative de Gitex Africa Morocco, dans sa déclaration à la presse, la première édition de Gitex Future Health Africa Morocco a réuni plus de 200 sociétés exposantes, dont 60% marocaines et 40% venus de l'étranger. La participation de 55 startups, de plus de 50 investisseurs gérant plus de 10 milliards de dollars américains d'actifs, ainsi que plusieurs centaines de réunions

*de conception, d'expérimentation et de production de solutions technologiques innovantes, conçues par et pour ses talents, pour ses réalités et au service de ses priorités sanitaires* ».

Elle a insisté sur la nécessité de maintenir l'élan créé par cette plateforme, estimant que le Maroc et l'Afrique avaient leur place dans cette nouvelle économie, « non seulement en tant que consommateurs de solutions, mais également en tant qu'acteurs capables de créer, d'innover et de produire ».

Au cours de ce forum, les échanges ont notamment porté sur les infrastructures numériques, le diagnostic assisté par l'IA, la résilience des ressources humaines, les modèles de prévention et l'accès équitable aux soins.

Il faut noter qu'en marge de cette première édition du forum consacré à l'incidence de l'IA dans l'accélération de l'amélioration de systèmes de santé, un certain nombre de conventions ont été signées, notamment sur l'amélioration de l'accès aux services de dépistage, le renforcement des compétences des professionnels de santé, ainsi que la consolidation de la coopération en matière de recherche.

Cette conférence, qui a réuni chercheurs, cliniciens, ingénieurs, décideurs publics et acteurs de l'innovation, a reçu 180 soumissions d'articles scientifiques venant des institutions académiques et des recherches marocains et internationaux, dont 33% ont été retenus. Organisé sous le haut patronage du Roi Mohammed VI, ce forum a été le produit d'un partenariat entre le ministère de la Santé et de la protection sociale du Maroc et la Fondation Mohammed VI des Sciences et de la santé (FM6SS),



Des intervenants

« Tout au long de ces assises, des organisations régionales et internationales ont eu à présenter des solutions innovantes, mettant en exergue le diagnostic assisté par l'IA, les plateformes nationales de données de santé, les modèles de soins numériques centrés sur le patient ainsi que les hôpitaux intelligents. Ces avancées ont démontré le rôle déterminant des technologies dans l'amélioration de l'accès aux services de santé, l'optimisation de la performance et le renforcement de la résilience des systèmes de santé, comme c'est le cas au Maroc », a dit Chakib Achour, Country Chief Representative de Gitex Africa Morocco.

Selon Chakib Achour, Country

B2B ont été organisées durant les trois jours de forum, a-t-il ajouté. Intervenant lors de la cérémonie de clôture de ce forum, Bassma Jioudi, vice-présidente ingénierie à l'Université Mohammed VI des Sciences et de la Santé (UM6SS), a indiqué que la conférence internationale « MedAI 2026 : l'intelligence artificielle au service de la santé et de l'innovation », organisée en marge cette première édition de GITEX Future Health Africa Morocco, s'est imposée comme un espace de réflexion, de dialogue et de projection collective vers l'avenir. Pour Mme Jioudi, cette conférence a permis de traduire une ambition plus profonde, « permettant à l'Afrique de devenir un territoire

ainsi que de Kaoun International.

## RDC : appel à la mobilisation communautaire en faveur des orphelins du Sida

**Kinshasa, 8 mai 2026 (ACP).**-Un appel à la mobilisation communautaire en faveur des orphelins du sida a été lancé par un médecin, lors d'un entretien jeudi à Kinshasa, en République démocratique du Congo (RDC), à l'occasion de la Journée mondiale de l'orphelin



Dr Rodin Shindani

du sida, célèbre le 7 mai de chaque année.

« En RDC, l'impact de cette journée de 7 mai sert de levier de plaidoyer pour la visibilité politique et pour la mobilisation communautaire en faveur de ces enfants qui souffrent notamment de la stigmatisation », a soutenu le Dr Rodin Shindani, médecin éco-épidémiologiste. Pour ce médecin, cette mobilisation communautaire consiste également à rappeler que ces enfants ne portent pas seulement

le deuil de leurs parents, ils sont également confrontés à la stigmatisation, à l'exclusion sociale et à un manque géant de protection. « L'accent est mis sur le renforcement des actions communautaires. Cette journée sert également à faire un plaidoyer budgétaire car la journée sert à exiger que l'État mette la main dans la poche pour la prise en charge de ces enfants », a-t-il précisé. Il a fait savoir que ces enfants font face à l'exclusion sociale et à l'arrêt de la scolarisation.

D'où, il faut mobiliser la communauté pour leur accès à l'éducation, aux soins, à la protection et à un cadre de vie stable. Pour lui, toutes les 15 secondes, un enfant perd un de ses parents à cause du Vih/Sida dans le monde. Le ministère de la Santé publique lance chaque année des messages visant à soutenir ces orphelins. Protéger ces enfants, c'est protéger l'avenir de la RDC car une nation qui abandonne ses orphelins, abandonne sa propre relève.

« La RDC avec sa forte prévalence du VIH et ses conflits, est l'un des pays les plus touchés par ce pro-

blème. Le but de cette journée est de sensibiliser le public et le gouvernement à la détresse des enfants qui ont perdu un ou deux parents à cause du VIH-SIDA », a-t-il dit

Selon le Dr Shindani, en RDC, seulement 2% des femmes enceintes avaient accès à la prévention de la transmission mère et enfant en 2010, ce qui causait 40.000 infections d'enfants par an et beaucoup deviennent orphelins, a-t-il ajouté, affirmant qu'il n'y a pas de pourcentage officiel récent spécifique en RDC.

Le ministère de la Santé parle des milliers d'enfants en RDC qui sont orphelins du sida sur un total mondial de plus de 13 millions d'enfants dans le monde qui sont concernés, la majorité en Afrique subsaharienne, où ils font face à une extrême vulnérabilité : pauvreté, discrimination, déscolarisation et risques de santé.

Les orphelins du sida sont des enfants de moins de 18 ans ayant perdu l'un de leurs parents ou les deux à cause du Vih/sida, selon l'Organisation mondiale de la santé (OMS).

## Matadi : l'élaboration des rapports des activités d'éradication de la poliomyélite, objet d'un atelier

**Matadi, 8 mai 2026 (ACP).**-L'élaboration des rapports de mise en œuvre des activités d'éradication de poliomyélite en République démocratique du Congo (RDC), a été au centre d'un atelier à Matadi, au Kongo Central, au Sud-ouest du pays, a appris l'ACP jeudi de source sanitaire.

« Nous sommes venus à Matadi avec les autres comités polio, afin d'élaborer les rapports de mise en œuvre des activités d'éradication de la po-



Les participants à l'atelier

liomyélite en RDC. Ces rapports permettent de montrer à l'OMS Afrique comment le pays maintient les activités de lutte contre cette maladie pour éviter la réapparition des cas de poliovirus sauvage », a déclaré la professeure Pélagie Babakazo, présidente du Comité national d'experts polio (CNEP).

« La RDC demeure libre du poliovirus sauvage depuis plusieurs années, les pays engagés dans le processus d'éradication doivent chaque année démontrer à l'Organisation mondiale de la santé (OMS) les efforts fournis pour maintenir cette situation », a-t-elle ajouté.

De son côté, le président du Comité national de certification de

l'éradication de la poliomyélite en RDC, le professeur Kiyombo Mbela a souligné que l'atelier réunit plusieurs structures techniques engagées dans le suivi des activités de vaccination et de surveillance sanitaire.

« Au cours de l'atelier, nous passons en revue toute la documentation fournie par le Programme élargi de vaccination afin de produire un rapport suivant le format proposé par l'Organisation mondiale de la santé », a-t-il expliqué.

Organisé du 5 au 10 mai, cet atelier national réunit notamment le Comité national de certification (CNC), le Comité national d'experts polio (CNEP), ainsi que des

groupes techniques de confinement chargés du contrôle des poliovirus dans les laboratoires.

« Les participants examinent également les cas de paralysie flasque aiguë enregistrés dans le pays afin de renforcer la surveillance épidémiologique et prévenir toute résurgence de la poliomyélite en RDC », a indiqué le président Mbela.

L'atelier bénéficie de l'appui de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), du Programme élargi de vaccination (PEV) et de l'organisation VillageReach, aux côtés des équipes nationales et provinciales du secteur de la santé.

## Sud-Kivu : 240 arbres plantés par les élèves pour renforcer la résilience climatique

**Kinshasa, 8 mai 2026 (ACP).**- Deux cent quarante (240) arbres ont été plantés par les élèves de quelques écoles de la ville d'Uvira, dans la province du Sud-Kivu (Est de la République démocratique du Congo), pour renforcer la résilience climatique, a appris l'ACP Jeudi de source associative. « Conformément à notre planification, en date du 5 mai 2026, une activité de plantation d'arbres a été réalisée avec succès sur plu-

arbres plantés, Église du Nazareen : 20 arbres plantés, Soit un total de 240 arbres plantés », a déclaré Christophe Ishalenge, coordonnateur de l'ONG Émergence Congo. Il a soutenu que face aux effets croissants du changement climatique, notamment la déforestation, la dégradation des terres et les perturbations des écosystèmes, la plantation d'arbres constitue une réponse essentielle pour renforcer la résilience des commu-

restauration du couvert végétal, mais aussi à l'éducation environnementale des enfants, véritables acteurs du changement, en les impliquant directement dans des actions climatiques locales », a-t-il précisé.

M. Ishalenge a, à cette occasion, salué les partenaires, les encadreurs, les élèves ainsi que les communautés locales pour leur engagement dans cette action en faveur d'un avenir plus durable. « Ensemble, agissons aujourd'hui pour atténuer les impacts du changement climatique et préserver notre planète pour les générations futures », a-t-il conclu. Cette activité qui a été organisée par l'ONGD « Émergence Congo », en collaboration avec l'organisation Ocot (One Child One Tree/ Mtoto na Mti) s'inscrit dans le cadre du projet « Un enfant, Un arbre ». Elle a pour objectif de renforcer la conscience environnementale et la résilience climatique des communautés scolaires d'Uvira, en mobilisant les élèves, en tant qu'ambassadeurs du développement durable, à travers des actions concrètes de reboisement et d'éducation environnementale.



Vue des élèves

sieurs sites, avec les résultats suivants : EP Hekima : 60 arbres plantés, Église Kimbanguiste : 130 arbres plantés, EP Nazareen : 30

nautes, capter le carbone et restaurer les équilibres écologiques. « À travers cette initiative, nous contribuons non seulement à la

## La ministre des PVH à Inongo pour l'installation de la Division provinciale

**Inongo, 8 avril 2026 (ACP).**-La ministre déléguée en charge des Personnes vivant avec handicap et autres personnes vulnérables (Pvh-Apv) a été accueillie à Inongo, en province de Mai-Ndombe, dans l'Ouest de la République démocratique du Congo (RDC), pour installer le bureau de la Division provinciale des Pvh-Apv, a constaté jeudi l'ACP.

« Je suis ravie pour cette accueilli ici à Inongo, pour l'installation de la Division provinciale des personnes vivant avec handicap et autres personnes vulnérables », a déclaré Me Irène Esambo Diata, ministre déléguée en charge des personnes vivant avec handicap et autres personnes vulnérables.

Pour elle, sa présence à Inongo s'inscrit dans le cadre de la matérialisation de la vision novatrice du chef de l'État en faveur de l'inclusion sociale des personnes vivant avec handicap, car elle est comme un témoin et une preuve de l'inclusion des personnes vivant avec handicap

Par ailleurs, la ministre a rappelé les grandes réformes engagées dans son secteur, notamment la

Me Esambo a enfin salué l'implication du gouverneur de province pour les espaces accordés aux Pvh-



Une vue de la ministre Esambo en robe rose

création du secrétariat général, ainsi que des divisions provinciales à travers le pays. Elle a précisé qu'Inongo devient la deuxième ville à accueillir officiellement l'installation d'une division provinciale des Pvh-Apv.

Apv et s'est réjouie de constater que la ville d'Inongo vit déjà la réalité de l'inclusion. « Notre pays se démarque en travaillant pour l'unité de ses enfants partout où ils se trouvent », a-t-elle conclu.

## RDC : une formation d'environ 6 530 étudiants envisagée pour améliorer le programme des sages-femmes

**Kinshasa, 8 mai 2026 (ACP).**- Une formation d'environ 6.530 (six mille cinq cent trente) étudiants en 2027 a été envisagée pour améliorer le programme des sages-femmes en République démocratique du Congo (RDC), selon un communiqué consulté jeudi, en marge de la Journée internationale de la femme-sage, célébrée annuellement le 5 mai.

« Plusieurs actions sont proposées pour améliorer le programme des sages-femmes en RDC entre

autres, la réalisation d'un état des lieux sur le programme des sages-



Photo d'illustration

femmes en RDC et l'élaboration d'une base de données désagrégées sur les sages-femmes, tant pour le programme de formation de base,

l'enregistrement des sages-femmes et leur recrutement », a-t-on lu dans le communiqué du Fonds des Nations unies pour la population (UNFPA), consulté ce jeudi.

Il est question de renforcer la qualité de la formation de base, d'accroître la qualité et l'effectif des sages-femmes en RDC, souligne la source. Selon le communiqué, ce personnel de santé va être formé à travers notamment, la mise en place et le fonctionnement des mécanismes d'accréditation des écoles

de formation, la mobilisation et la sensibilisation des adolescents et jeunes sur l'importance de la profession de sage-femme en suivant le programme LMD/formation initiale de 3 ans.

A ce sujet, il est prévu pour 2027 de former au moins 6 530 étudiants dans un programme de reconversion de 18 mois, ciblant 4.680 infirmiers en sages-femmes, renseigne le communiqué.

Un autre point est l'équipement des salles de simulations des écoles et des matières anatomiques pour les sages-femmes pour les stages cliniques sur terrain dans les formations sanitaires ainsi que le renforcement du plateau technique des structures sanitaires.

Par ailleurs, la promotion de la recherche, de la documentation et la digitalisation de la profession des sages-femmes tant par les ISTM/enseignants et étudiants avec le

soutien des partenaires a été suggérée.

Enfin, il est également question de renforcer la qualité des soins et des services de santé de la reproduction offerts par les sages-femmes dans les structures sanitaires à travers la formation des prestataires en santé de la reproduction, sans oublier l'élaboration et la vulgarisation des textes réglementaires sur la profession des sages-femmes.

## Genre dans l'affaire humanitaire : adoption du plan d'actions 2026

**Kinshasa, 8 mai 2026, (ACP).**-Le Plan d'actions du Comité genre dans l'Action humanitaire (Giha) 2026 a été adopté à Kinshasa, au terme de deux jours de retraite stratégique, soit du 5 au 6 mai, a appris jeudi l'ACP sur le compte X de l'Onu-Femmes en République démocratique du Congo (RDC).

«Le plan d'actions de "Giha" adopté permet de définir les priorités stratégiques, les responsabilités partagées ainsi qu'un calendrier clair de mise en œuvre», a déclaré Valéry Kabamba, représentant ai de Onu-Femmes.

Selon le représentant, au cours des échanges, les membres du comi-

té ont fait le point sur la mise en œuvre du plan d'actions précédent, identifié les principaux gaps en



Photo de famille

matière de genre dans la réponse humanitaire, et formulé des recommandations concrètes pour y répondre de manière plus efficace et coordonnée.

M. Kabamba a indiqué que la retraite a contribué à renforcer le

rôle du Giha, en tant que mécanisme clé de coordination et de dialogue au sein de l'architecture humanitaire en RDC, en appui à une meilleure intégration des considérations de genre dans les différents secteurs de la réponse.

« La retraite stratégique était organisée dans l'objectif de renforcer l'intégration du genre dans la réponse humanitaire en République démocratique du Congo », a-t-il dit. Cette activité a réuni les membres du Comité Giha dont OCHA, Onu-Femmes, Unicef, PAM, FAO, SOFEPADI, AVSD et CARE International, ainsi que les points focaux de différents clusters humanitaires intervenant en RDC.

## Orphelins du Sida en RDC : la masculinité positive préconisée contre les souffrances invisibles

**Kinshasa, 8 mai 2026 (ACP).**-La masculinité et féminité positives ont été préconisées pour lutter contre les violences invisibles et les discriminations dont sont victimes les enfants atteints des VIH-Sida, en République démocratique du Congo (RDC), lors d'une campagne jeudi, à Kinshasa, couplée avec la Journée internationale des orphelins du Sida.

« La campagne «Jeudi en noir», coïncide avec le 7 mai marque la Journée mondiale des orphelins

du Sida. Cet événement, bien que distinct, partage un point com-



mun essentiel : la lutte contre les souffrances invisibles, les discriminations et les violences auxquelles certains groupes de la société sont confrontés. L'adoption des masculinités et féminités positives est importante pour lutter contre les violences dont sont victimes les orphelins du Sida », a déclaré Carlin Vese, ambassadeur de la masculinité positive.

« La campagne «Jeudi en noir» s'inscrit dans ce contexte pour souligner la nécessité de solidarité, de

*bienveillance et d'empathie pour ces enfants* », a-t-il ajouté.

Selon lui, il est important de mettre un terme aux discriminations et aux violences que ces orphelins subissent, en plaidant pour une protection efficace, un accès aux soins, à l'éducation et à un environnement sain. Il a appelé les hommes et les femmes à devenir des acteurs de la masculinité et féminité positives en prônant le respect et la solidarité.

« *Chaque femme et chaque homme devrait devenir un acteur de cette transformation, en élevant des valeurs de respect, de solidarité et de partage dans leur communauté* », a dit M. Vese.

Par ailleurs, il a précisé que l'orphelin du Sida est un symbole d'une génération sacrifiée, souvent

victime de négligence et d'abandon, indiquant que la violence à l'égard de cette catégorie sociale se présente sous diverses formes : le rejet, la stigmatisation sociale, la maltraitance et l'absence de soutien.

Parlant de la campagne «Jeudi en noir», le sociologue Vese a fait savoir que celle-ci est portée par une volonté forte de promouvoir des comportements sains et respectueux, en se servant de ce type des Journées internationales pour contextualiser la lutte contre les violences sous toutes leurs formes, qu'elles soient physiques, psychologiques ou sociales.

«*Jeudi en noir est une campagne pour dire stop aux violences et comportements toxiques*», a-t-il affirmé.

La Journée mondiale des orphe-

lins du Sida est dédiée aux enfants qui ont perdu leurs parents à cause de cette maladie, une tragédie qui continue de toucher des millions d'individus, surtout dans les pays en développement.

Le Jeudi en Noir, soutenu par les défenseurs de la masculinité positive et de la féminité positive, est une initiative qui réunit des milliers de voix à travers le monde pour dénoncer les violences de genre, mais aussi pour prôner une transformation des comportements, en particulier dans les relations interpersonnelles. Ce mouvement s'inscrit dans une dynamique de changement où l'on appelle à un engagement commun contre la violence sous toutes ses formes : physique, verbale, psychologique, mais aussi les violences invisibles qui rongent les âmes et abîment les cœurs.

## RDC : des étudiants d'une université sensibilisés à la problématique de l'autisme à Kinshasa

**Kinshasa, 8 mai 2026 (ACP).**-Les étudiants en médecine de l'Université de Kinshasa (Unikin), le corps scientifique et la communauté universitaire ont été sensibilisés jeudi à la problématique de l'autisme, lors d'une matinée d'échanges organisé en marge du lancement des activités de sensibilisation d'une association centré sur l'autisme en République démocratique du Congo.

« *Nous avons voulu sensibiliser les étudiants en médecine de cette alma mater, le corps scientifique et la communauté universitaire pour leurs informer et former sur la problématique de l'autisme. C'est pourquoi, nous avons jugé bon de le réaliser ici à l'Unikin* », a déclaré Dr. Berthe Sikuyanaza, référent du ministère de Santé à l'autisme.

« *Chers parents, il est important et nécessaire d'avoir les connaissances sur les signes évocateurs de l'autisme. Parce que la connaissance sur la problématique de ce fléau et la*

*compréhension sur la donne de l'autisme doit être bien comprise pour une prise en charge de ces enfants qui se sentent abandonner et lais-*



ser à eux-mêmes ainsi que leurs familles ne savent où, aller pour leurs prises en charge », a-t-elle ajouté.

Étant elle-même le fruit de la faculté de Médecine de l'Université de Kinshasa, elle a voulu commencer cette séance de sensibilisation dans son fief avant d'aller continuer sur les sites universitaires.

« *Nous avons élaboré un plan d'actions opérationnel l'année dernière, parmi les cibles à sensibiliser, nous avons retenu les universités,*

*les écoles, les églises, les leaders d'opinion, les hôpitaux des références, les personnel clés de première ligne tels que les parents et médecins pédiatres parce que, s'ils sont impliqués sur la problématique de l'autisme, la prise en charge sera effective* », a-t-elle dit.

Selon Dr. Sikuyanaza, dans l'avenir proche, elle compte solliciter auprès des autorités académiques et les ministères sectoriels de l'éducation supérieure et universitaire et le ministère de la Santé d'insérer le cours de l'autisme dans le cursus universitaire.

« *Nous nous sommes rendus compte que la plupart des médecins ou des professionnels de santé, ne savent pas qu'est-ce que l'autisme. En avoir son ampleur dans la communauté, nous constatons qu'il y a des évidences qui nous pousse à dire que l'autisme est un réel problème de la santé publique, étant un problème de santé publique ça doit être prise en bras records pour pouvoir boos-*

ter cette problématique afin de résoudre un besoin réel de la santé d'où le parents se sentent délaissés et surtout que nous ne sommes pas nombreux comme les experts en autisme en RDC », a-t-elle fait savoir.

Par ailleurs, les étudiants ont accordé de l'intérêt et de l'engoue-

ment au sujet, ils ont sollicité l'intensification de la sensibilisation à travers les conférences-débats, des journées d'échanges et de réflexions autour de l'autisme.

L'autisme n'est qu'une neuro-diversité, si on le comprend, ça changera le paradigme dans le milieu

congolais. Les vendeuses de pains dans la cour universitaire ont été sensibilisées également. Il convient de rappeler que cette activité rentre dans le cadre du mois de l'autisme célébré en avril sous le signe «Avril Bleu».

## Jeudi en noir : appel à l'action pour bâtir une société congolaise plus juste

**Kinshasa, 8 mai 2026 (ACP).**-Un appel à l'action, à travers de sensibilisation aux problématiques sociales, a été lancé par un ambassadeur de la Masculinité positive, pour bâtir une société plus juste, dans une campagne jeudi en noir à Kinshasa, capitale de la République démocratique du Congo (RDC).

« A travers la campagne «Jeudi



Une vue de la campagne

en noir» qui est un puissant levier pour sensibiliser les individus aux problématiques sociales qui génèrent des souffrances profondes, je lance un appel à l'action pour lutter contre toutes formes de violences, afin de bâtir une société plus juste », a déclaré Carlin Vese, ambassadeur de la Masculinité positive.

« Nous avons l'opportunité de rappeler l'importance de nos engagements quotidiens pour éradiquer la violence, promouvoir des relations équilibrées et offrir à chaque individu, homme et femme, l'opportunité de vivre dans un environnement respectueux et bienveillant », a-t-il ajouté.

Le sociologue Vese a recommandé l'adoption de la masculinité et la féminité positive comme modèles à promouvoir, non seulement dans les discours, mais aussi dans les actions quotidiennes.

« Le changement commence par chacun de nous. Engageons-nous ensemble pour un avenir sans violence, sans stéréotypes, et sans discriminations, en cultivant des valeurs humaines solides qui renforcent notre dignité, notre respect mutuel et notre solidarité », a-t-il invité.

Selon lui, «Jeudi en noir», soutenu par les défenseurs de la masculinité positive et de la féminité positive, est une initiative qui réunit des milliers de voix à travers le monde pour dénoncer les violences de genre, mais aussi pour prôner une transformation des comportements, en particulier dans les relations interpersonnelles.

« Ce mouvement s'inscrit dans une dynamique de changement où l'on appelle à un engagement commun contre la violence sous toutes ses formes : physique, verbale, psychologique, mais aussi les violences invisibles qui rongent les âmes et abîment les cœurs. La campagne cherche à promouvoir une masculinité positive, définie par des valeurs telles que le respect, la responsabilité, l'empathie et l'égalité. Elle souhaite que les hommes se réapproprient des rôles positifs, non toxiques, vis-à-vis d'eux-mêmes et des autres, tout en exerçant une influence bénéfique au sein de leurs familles et communautés », a dit l'ambassadeur de la masculinité positive, précisant que l'implication des hommes passe par la rupture avec les stéréotypes de virilité qui, souvent, entretiennent les violences.

Il a fait savoir que la féminité posi-

tive se veut un modèle de dignité, d'autonomisation et d'acceptation de soi.

«La campagne appelle à la reconnaissance du rôle des femmes en tant qu'agentes de changement, valorisant leur engagement dans la lutte pour l'égalité et contre les violences qui les affectent», a expliqué M. Vese.

Faisant le lien entre la Journée internationale des orphelins du Sida et celle du rire, cet acteur social a relevé qu'il est question de lutter contre les violences.

Le 7 mai, en plus de célébrer la féminité et la masculinité positives, nous rappelle des réalités poignantes à travers les Journées mondiales des orphelins du Sida et du rire. Ces journées offrent une occasion de réfléchir sur les impacts de la violence, qu'elle soit sociale, économique ou liée à des enjeux de santé publique.

La campagne «Jeudi en noir» (Thursdays in black) est née pendant la décennie œcuménique des Églises solidaires des femmes (1988-1998), proclamée par le Conseil œcuménique des Églises (COE). Durant cette période, les récits de viols comme arme de guerre, d'injustices entre les sexes, d'abus, de violences et de tragédies liées à ces violences sont devenus d'autant plus visibles. Mais ce qui est également devenu visible, c'est la résilience, l'action et les efforts personnels des femmes pour résister à de telles violences. En RDC, cette campagne a été adoptée par plusieurs Organisations de la Société civile (OSC) pour dénoncer et lutter contre toutes formes de violences faites aux femmes

# La Journée mondiale du rire, un appel à la résilience face aux difficultés (Un sociologue)

**Kinshasa, 8 mai 2026 (ACP).**-La Journée mondiale du rire, célébrée le 7 mai de chaque année, a été considérée comme un appel à la résilience pour faire face aux difficultés, dans une campagne jeudi à Kinshasa, capitale de la République démocratique du Congo (RDC).



Une vue des bénéficiaires lors de la campagne

«La Journée mondiale du rire est un appel à la joie, à la résilience et à l'unité. Elle met en lumière l'im-

portance du rire comme moyen de surmonter les épreuves et les difficultés », a déclaré, Carlin Vese, sociologue.

« Dans le cadre de la campagne «Jeudi en noir», cette journée est un moyen de souligner la résilience des victimes de violences, qu'elles soient liées au genre, à la santé ou à l'environnement social. Le rire devient alors un acte de résistance face aux oppressions et un moyen de redonner de l'espoir aux personnes vulnérables », a-t-il ajouté.

Selon M. Vese, le rire est bien plus qu'une simple expression de bonheur, il est aussi un outil puissant de guérison face aux traumatismes, aux violences, et à l'injustice. « Dans un monde où les inéga-

lités et les violences prévalent, cette journée nous invite à adopter une attitude positive, qui reflète la force intérieure et la capacité humaine à résister à l'adversité », a dit cet acteur social.

« En cette journée de commémoration, soyons nombreux à nous engager dans la lutte pour un monde plus juste, plus égalitaire et plus heureux, en célébrant la beauté de la diversité et de l'humanité », a-t-il renchéri.

Créée depuis 1998 par le Dr Madan Kataria, fondateur du yoga du rire, cette journée mondiale vise à promouvoir la paix mondiale, la santé et la joie par des rires collectifs, souvent célébré par des rassemblements publics.

## Tshopo: les élections des membres d'une association des albinos prévues le 16 mai

**Kisangani, 8 mai 2026 (ACP).**- Les élections des membres du comité Réseau congolais d'albinisme ont été prévues le 16 mai à Kisangani, chef-lieu de la Tshopo, dans le Nord-est de la République démocratique du Congo (RDC), a annoncé le président de cette plateforme jeudi à l'ACP.

« Le 15 mai, nous allons convoquer l'assemblée générale électorale pour élire les animateurs du Réseau congolais d'albinisme (RCA-RDC). C'est dans cette optique qu'une rencontre préparatoire venait d'avoir lieu à Kinshasa récemment, laquelle ont pris part, les délégués des différentes structures spécialisées, afin de procéder au dernier réglage pour une meilleure organisation de cette activité », a déclaré Nathan Bafalula, président national de l'Organisation pour le bien-être des

personnes atteintes d'albinisme en RDC (OBEAC).

« Nous demandons l'appui, l'accompagnement, le soutien des partenaires nationaux et internationaux, surtout que le problème d'albinisme est transversal. Nous avons des problèmes de santé, de l'emploi et autres », a insisté le président Nathan.

Il s'est félicité des conseils et orientations reçus du ministre



Nathan Bafalula, président national de l'organisation pour le bien-être des personnes atteintes d'albinisme en RDC (OBEAC)

de tutelle, Irène Esambo qui voudrait voir la matérialisation de ce projet par l'organisation

des élections des animateurs du réseau.

« Nous continuons à bénéficier de l'appui de la fondation Pierre de Fabre. N'empêche que le gouvernement central à travers le ministère que dirige Irène Esambo, qui a aussi une côte favorable de tout ce que nous faisons. Nous bénéficions de ses conseils, de ses orientations pour que ce réseau soit une réalité », a-t-il insisté.

Pour éviter de travailler en solo, avec comme conséquence la non-prise en compte de problèmes de personnes atteintes d'albinisme par les différents partenaires, les personnes atteintes d'albinisme ont jugé utile de disposer d'une structure propre pour la synergie de leurs actions en vue de faire attendre leurs voies auprès des décideurs et des partenaires.

# VBG : la responsabilité journalistique rappelée aux professionnels des médias à Kinshasa

Kinshasa, 8 mai 2026 (ACP).-La responsabilité journalistique et le respect de l'éthique et de la déontologie ont été rappelés aux professionnels des médias, lors de la clôture, jeudi, à Kinshasa, en République démocratique du Congo (RDC), d'un atelier de formation sous le thème « Journalisme et violences à l'égard des femmes : cas espagnol ».

« Vous avez une grande responsabilité. Les journalistes ne sont pas de juges, ni des avocats. Ils doivent rester sur le fait. Ils ne peuvent pas prendre parti. Un professionnel des médias doit toujours veiller au respect de l'éthique et la déontologie de ce métier », a déclaré Carmen Diez Orejas, ambassadrice d'Espagne en RDC.

De son côté, Carolina Pecharromán, journaliste à la Radiotélévision espagnole (RTVE), a rappelé le rôle des médias dans le changement des mentalités face aux violences à l'égard des femmes.

« Outre la modification des lois, les médias doivent aussi faire évoluer les mentalités. La violence en ligne est aussi une forme de violence sexistes et peut avoir de graves conséquences », a-t-elle indiqué.

« Les médias doivent aider les victimes à surmonter la stigmatisation, à respecter les victimes en ne divulguant pas leur identité et en respectant leur choix. Il relève des médias d'expulser la cause de la violence et de mettre l'accent sur les agresseurs en attribuant la responsabilité », a-t-elle ajouté, relevant que les journalistes doivent contribuer à faire connaître les ressources d'aide destinées aux victimes des violences sexuelles.

Pour sa part, Rose Masala, directrice nationale de l'Union congolaise des femmes des médias (Ucofem), s'est attelée sur la lutte menée par sa structure dans la promotion de l'égalité des genres dans ce secteur.

« Depuis plus de 25 ans l'Ucofem a milité pour promouvoir les droits spécifiques, l'accès et l'image de la femme dans et par les médias afin

accorder moins de crédibilité qu'à la version des hommes. Il faut respecter l'identité des victimes et de leurs enfants », a-t-elle dit.



Les participants à l'atelier de formation sur le « Journalisme et violences à l'égard des femmes »

d'améliorer la qualité du travail de la femme des médias et son image dans la société », a-t-elle déclaré.

Elle a fait savoir que l'Ucofem a participé au combat pour l'élimination de toutes formes de discrimination à l'égard de la femme, notamment dans les médias en renforçant les capacités des femmes journalistes pour qu'elles accèdent à des postes de décision.

## **Les VBG, le résultat d'un problème structurel**

Mme Pecharromán a, par ailleurs, présenté les violences basées sur le genre (VBG), comme le résultat d'un problème structurel.

« Les VBG constituent une violation des droits humains. Ces violences ne sont pas des simples faits mais le résultat d'un problème structurel », a-t-elle indiqué.

Quant aux violences conjugales, cette employée de RTVE a insisté sur le fait que les comportements des femmes ne peuvent pas être perçus comme la cause de la violence de l'homme.

« Ne pas rejeter la faute sur la femme ou les enfants. Les comportements des femmes ne peuvent pas être perçus comme la cause de la violence de l'homme. Il ne faut pas remettre en cause les plaintes des femmes, ni mettre en doute leur version de faits, ni leur

« Les violences conjugales affectent aussi les enfants du fait qu'ils sont témoins d'abus (stéréotypes) que subissent leurs mères », a-t-elle renchéri, avant d'expliquer que n'importe quel homme, peu importe son niveau de vie, d'éducation, sa position sociale et son rang social, peut être un agresseur.

« Ce qui pousse l'homme à la violence, c'est le fait de se considérer supérieur à la femme et de s'estimer que celle-ci doit être à son service. L'honneur d'un homme ou d'une famille ne justifie pas la violence à l'égard de la femme ou des filles (crime d'honneur) », a expliqué la journaliste Pecharromán.

Cet atelier a été organisé du 6 au 7 mai 2026 en marge de la journée internationale de la liberté de la presse, par la Casa Africa, en collaboration avec l'ambassade d'Espagne en RDC, sous le thème « Journalisme et violence à l'égard des femmes : le cas espagnol », avec le partenariat des ministères du Genre et de la Communication et médias, du Conseil supérieur de l'audiovisuel et de la communication (CSAC), de l'Union nationale de la presse congolaise (UNPC) et de l'Ucofem.

# L'annonce de la décoration de Fally Ipupa saluée dans le milieu culturel congolais

**Kinshasa, 8 mai 2026 (ACP).** -L'annonce de la décoration du chanteur Fally Ipupa, par le président de la République démocratique de Congo, Félix Tshisekedi, suite à son double concert tenu les 2 et 3 mai au Stade de France, à Paris, a été saluée jeudi par un analyste culturel joint par l'ACP.

« Une très bonne chose pour l'artiste qui le mérite amplement ! Il fait rayonner le drapeau du Congo dignement à l'extérieur », a déclaré Francis Mondombo, analyste culturel basé en France.

M. Mondombo a aussi fait remarquer que les artistes congolais ont toujours joué un rôle central dans la société, y compris dans les moments historiques du pays.

« Un exemple patent lors de la Table ronde pour l'indépendance en 1960 : les artistes étaient conviés pour agrémenter, mais leur rôle a dépassé l'agrémentation. Le morceau *Indépendance cha-cha* en est une preuve », a-t-il fait allusion.

En ce qui concerne l'impact de cette distinction en vue, Francis Mondombo est tout de même resté nuancé, estimant que des défis

structurels persistent dans le secteur musical.

« L'impact restera symbolique tant que notre musique n'aura pas de structure. La question des droits d'auteurs, des salles de spectacle et des studios d'enregistrement relève



Le chanteur Fally Ipupa sur scène lors de son dernier spectacle à Paris/Photo droits tiers

de l'État », s'est-il dit.

Le président de la RDC, Félix Tshisekedi Kalombo, a annoncé mercredi, lors d'une conférence de presse à Kinshasa, la décoration nationale du chanteur Fally Ipupa, à la suite de son double concert historique tenu les 2 et 3 mai der-

nier au Stade de France, à Paris.

Fally Ipupa a fait ses armes au sein du groupe mythique de Koffi Olomidé, « Le Quartier Latin International », entre 1999 et 2006. C'est là qu'il s'est imposé comme un talent exceptionnel avant de prendre son

envol en solo.

Depuis son premier album « Droit Chemin (2006) », il a su briser les barrières linguistiques, devenant l'un des rares artistes africains à collaborer avec des stars internationales (R. Kelly, Wizkid, Aya Nakamura).

## Rapprochement culturel RDC-Japon: programmation d'un festival au centre Japonais de Kinshasa

**Kinshasa, 8 mai 2026 (ACP).** -La première édition « Festival Kizuna » (lien), consacré aux valeurs d'unité et de partage entre la République démocratique du Congo (RDC) et le Japon, est programmée le 24 mai au Centre japonais de Kinshasa, dans le cadre du rapprochement culturel entre les deux pays, a indiqué jeudi à l'ACP l'organisateur.

« Le projet est porté par le centre japonais de Kinshasa avec une vision claire : créer un pont culturel durable entre le Japon et la RDC, tout en rassemblant les passionnés

autour de valeurs d'unité et de partage », a déclaré Agee Wasolua, organisateur dudit festival.



M. Wasolua a fait savoir que cet événement est organisé, en collaboration avec différents acteurs locaux, notamment « des membres de la communauté, les passionnés de culture japonaise, ainsi que des partenaires culturels congolais et la couche médiatique qui soutiennent cette initiative ».

« L'objectif principal est de renforcer les échanges culturels, inspirer la jeunesse et créer des connexions humaines durables entre les deux cultures. Il s'agit d'un événement qui parle de notre réalité locale tout

évoquant un regard particulier sur la culture japonaise, car la culture n'a pas de frontière », a-t-il expliqué

Selon lui, le terme «Kizuna», mot japonais signifiant « lien, connexion ou amitié », représente l'idée des relations humaines fortes et sincères.

« Ainsi, il ne s'agit pas seulement d'un festival mais plutôt d'un moment de rencontre, de découverte et de partage dont tout celui qui viendra avec curiosité, repartira avec des souvenirs et des liens », a laissé entendre Agee Wasolua, précisant que cette activité sera marquée par une approche inclusive

qui mélange influence japonaise et congolaise avec un programme bien détaillé.

Créé en 2013, le Centre Japonais de Kinshasa (CJK) est un espace culturel et éducatif qui facilite les échanges virtuels ou directs avec des écoles au Japon et en Afrique ainsi que dans d'autres continents.

## « Lingala et rumba congolaise », objet d'un atelier prévu le 16 mai à Kinshasa

Kinshasa, 8 mai 2026 (ACP).-Un atelier d'écriture visant à valoriser le lingala à travers la rumba congolaise est prévu le 16 mai au Centre Wallonie-Bruxelles, dans le nord de Kinshasa, capitale de la Répu-

blique démocratique du Congo (RDC), selon un communiqué des organisateurs consulté jeudi par l'ACP.

« L'Association des jeunes écrivains du Congo (Ajeco) a le plaisir de vous accueillir à nouveau à l'Atelier d'écoute de Rumba et d'écriture de chanson (poésie). Cette rencontre est organisée pour valoriser les langues de notre pays, comme le lingala, et découvrir la richesse des enseignements cachés dans la Rumba congolaise », a-t-on lu.

Selon le communiqué, « le programme prévoit une écoute publique de la chanson du jour, suivie d'une analyse et d'échanges en présence de son auteur-compositeur, puis d'un atelier d'écriture en lingala ».

Par ailleurs, le texte a précisé que la

chanson qui sera à l'honneur pour cette édition sera communiquée ultérieurement.

Cette programmation intervient après d'autres ateliers menés par des structures littéraires à Kinshasa, notamment celui tenu le 14 avril dernier dans la salle de la bibliothèque Karibuni, à Kinshasa, réunissant adultes et jeunes de divers horizons.

Créée en 2011, l'Association des jeunes écrivains du Congo (Ajeco) a pour mission d'offrir un cadre de visibilité aux jeunes talents littéraires et de promouvoir les ouvrages congolais. Elle dispose d'un département consacré aux langues nationales, placé sous la responsabilité de l'écrivain Luzoladio Kayombo.

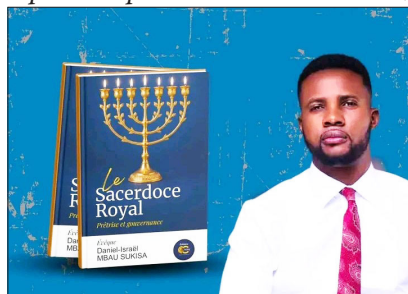


## L'ouvrage «Sacerdoce royal» d'un professeur congolais interpelle les chrétiens sur leurs responsabilités sociétales

Kinshasa, 8 mai 2026 (ACP).-Un appel au réveil des chrétiens de la République démocratique du Congo (RDC), pour assumer leur responsabilité dans toutes les sphères de la société, est véhiculé dans le nouvel ouvrage « Sacerdoce royal » du professeur Daniel Mbau, publié aux Éditions «Cerpaj», selon une note d'information parvenue jeudi à l'ACP.

« À travers une approche à la fois théologique, sociale,

anthropologique et stratégique, ce livre offre à l'Église l'opportunité de reprendre possession de son destin,



ainsi que de celui de la nation, en

optant pour un ministère de responsabilité, d'influence et de transformation », a-t-on lu.

« L'ouvrage se présente comme une véritable invitation à la responsabilité collective, mieux, une interpellation prophétique », a ajouté la source.

L'auteur a, d'après la même source, rappelé à travers cette nouvelle publication « que Dieu Tout-Puissant n'a pas seulement sauvé l'homme pour son affranchissement person-

nel, mais pour faire de lui un ambassadeur du Royaume, un sacrificateur engagé, capable d'incarner les valeurs chrétiennes dans toutes les sphères et structures de la société afin d'inventer des solutions aux questions sociétales qui dépassent la simple compétence humaine ».

Il a poursuivi en rappelant qu'à l'image de l'ancienne alliance, « Israël était appelé à être un royaume de prêtres », et que « chaque croyant porte aujourd'hui cette dimension spirituelle, qui lui confère la capacité d'exercer une influence positive dans les domaines social, professionnel, spirituel et politique ».

En se référant aux personnages bibliques tels que : Joseph, Job, Daniel et Salomon, présentés comme « des modèles d'une gouvernance inspirée, alliant sagesse, intégrité,

intelligence et puissance spirituelle », l'œuvre redéfinit la mission du chrétien comme celle « d'un acteur du changement, appelé non seulement à espérer le ciel, mais à impacter la terre, mieux, son environnement ».

Le communiqué a par ailleurs relevé que ce livre soulève « avec courage » une problématique majeure : « celle de la marginalisation des croyants dans la gestion des institutions et des structures de décision, souvent dominées par des acteurs déconnectés des principes divins ».

Il y est rapporté que la nouvelle génération, que l'auteur qualifie « d'Élohim », est exhortée à « sortir de l'inconscience spirituelle, à se revêtir de l'onction divine, à embrasser son identité véritable et à s'élever comme des aigles, capables d'antici-

per les événements, de penser grand et d'agir avec autorité et puissance ».

Le texte indique enfin que les croyants sont appelés à servir Dieu, même en dehors des quatre murs de leurs églises.

« Non seulement dans les Églises locales, mais surtout dans les sphères stratégiques de prise de décision, en vue de la restauration prophétique de notre cher et beau pays, potentiellement riche et paradoxalement pauvre dans la réalité quotidienne », a-t-on conclu.

Daniel Mbau est avocat, député national, homme d'Église et professeur de droit constitutionnel, auteur notamment du Traité de droit constitutionnel congolais et comparé.

## Kinshasa : une structure estudiantine annonce un projet de plateforme médiatique dédiée aux scientifiques

**Kinshasa, 8 mai 2026 (ACP).**-Le "Cercle des hommes de lettres" (CERHOL), une structure évoluant au sein de l'Université de Kinshasa (Unikin), a annoncé jeudi un projet de plateforme médiatique dédiée aux scientifiques en République démocratique du Congo (RDC), afin de faciliter l'accessibilité de tous à la littérature, selon un communiqué consulté par l'ACP.

« Le Cercle des Hommes de Lettres (CERHOL) annonce le lancement prochain de CERHOL TV, une plateforme médiatique dédiée aux étudiants, scientifiques, écrivains et jeunes passionnés du savoir »,

a déclaré Dux Jérémie Mandungu, coordonnateur adjoint du



De D à G, Séraphin Mikobi, coordonnateur du CERHOL, accompagné de son adjoint Dux Jérémie Mandundu.

CERHOL et président de l'Espace-SIC, cité dans le communiqué.

À travers cette initiative, a-t-il fait savoir, le CERHOL entend renforcer sa visibilité tout en offrant une tribune aux jeunes talents et aux maîtres du monde intellectuel.

« Parce que les idées des jeunes méritent d'être entendues et que la science comme la littérature doivent être accessibles à tous », a-t-il précisé.

Le CERHOL joue un rôle actif dans la promotion du livre et des auteurs congolais, en cherchant à impliquer les étudiants dans la



+243 998484750  
Email: contact@acp.cd  
Bureau Administration Centrale



+243 998484750  
Email: contact@acp.cd  
Bureau Administration Centrale  
44-48, Av. Tabu Ley, Kinshasa RDC  
www.acp.cd



+243 998484750  
Email: contact@acp.cd  
Bureau Administration Centrale  
44-48, Av. Tabu Ley, Kinshasa RDC  
www.acp.cd

production intellectuelle.  
Après deux ans d'engagement, cé-

lébrés en avril 2026, le cercle s'est  
imposé comme un foyer impor-

tant de réflexion intellectuelle étu-  
diente.

## Haut-Katanga : lancement d'un centre d'art dédié à l'audiovisuel à Lubumbashi

**Kinshasa, 8 mai 2026 (ACP).**-Un centre d'art dénommé "Orion", dédié à la formation et à la production audiovisuelle, a été lancé à Lubumbashi, dans le Sud-est de la République démocratique du Congo, afin de pallier le manque d'espace orienté vers ce domaine dans la ville, a annoncé jeudi à l'ACP l'initiateur dudit projet.

« L'objectif de cette initiative est de valoriser la culture congolaise dans divers domaines, mais principalement dans l'audiovisuel. Nous avons longtemps souffert du manque d'un centre d'art orienté vers ce domaine à Lubumbashi », a déclaré le cinéaste Magellan Kahozi, directeur dudit centre.

Magellan Kahozi a fait savoir que ce nouvel espace culturel vise prin-



Le cinéaste Magellan Kahozi, directeur du centre "Orion"

cipalement les cinéastes congolais et africains, « à travers des formations dans le domaine du septième art et de l'acting en vue de contribuer à l'émergence d'acteurs professionnels ».

« La discipline mise en avant est principalement le cinéma, avec des formations dans le domaine de l'acting pour avoir des acteurs compétents », a-t-il dit.

Le directeur du centre d'art Orion a également indiqué que cette structure entend accompagner des projets de films et de documentaires mettant en valeur les richesses culturelles et l'image du pays de Lumumba.

« Ce centre pourra contribuer au développement des talents locaux en accompagnant des projets de films et de documentaires qui mettront en valeur le pays », a-t-il conclu.

## Rumba congolaise : un appel à la retenue sociale au centre d'un projet discographique

**Kinshasa, 8 mai 2026 (ACP).**-Un appel à la retenue face aux excès de la vie a constitué la trame centrale de la chanson «La Vie» du chanteur de la République démocratique du Congo, Solo Sita, dont la sortie est attendue fin mars sur les plateformes numériques, a indiqué



Le chanteur Solo Sita.

jeudi à l'ACP l'artiste.

« D'ici la fin de ce mois, vous aurez

sur toutes les plateformes digitales la chanson "La Vie", un garde-fou social que j'ai écrite pour appeler la jeunesse et les familles à la retenue face aux excès, et rappeler le caractère éphémère des plaisirs terrestres », a déclaré Solo Sita.

« Les excès de la vie détruisent les foyers, vident les poches et tuent la réputation. Nos vieux nous enseignent : l'homme qui court trop vite trébuche sur sa propre ombre », a-t-il ajouté, avant de rappeler la portée morale de son morceau.

« C'est un texte pour réfléchir, dans l'esprit de l'Ecclésiaste. Ce n'est pas une chanson pour danser, mais pour méditer ».

Interprétée en solo, le titre "La Vie" s'inscrit, d'après son auteur, dans la tradition des chansons garde-fou de la rumba congolaise, à l'image de "Mokili Eza Na Temps" de Franco Luambo, "Mabele" de Papa

Wemba ou "Kaful Mayay" de Tabu Ley Rochereau.

« Avec ce titre, je renoue avec la fonction sociale de la rumba, utilisée historiquement comme espace de commentaire moral au-delà de sa dimension festive », s'est-il dit.

Ancien chef d'orchestre du groupe "Empire Bakuba", Solo Sita a évolué en solo après son passage au sein de cet ensemble musical formé du trio de chanteurs "Pepe Kalle", "Papy Tex" et "Dilu Dilumona", où il a également joué un rôle majeur dans l'animation. Il est plus reconnu dans le paysage musical congolais grâce à ses classiques "Simplicité" et "Plainte d'amour". En carrière solo, il compte à son actif plusieurs albums dont le plus connu reste "Mbongo".

Le chanteur, qui réside actuellement en France, est désormais fondateur du groupe "Solo Sita" basé à Kinshasa.

## Moscou juge «incompréhensible» l'accueil de Zelensky par l'Arménie lors d'un sommet

Kinshasa, 8 mai 2026 (ACP).- La porte-parole de la diplomatie russe a jugé jeudi «incompréhensible» l'accueil du président ukrainien par l'Arménie lors d'un sommet à Erevan cette semaine, mettant en garde contre les aspirations européennes de ce pays du Caucase, selon les médias internationaux. «Dans la société russe, c'est avec une profonde indignation, avec incompréhension que l'on a constaté (...) qu'un pays comme l'Arménie, que nous avons l'habitude de considérer comme un pays ami, frère, a servi de tribune. Pour qui ? Pour un terroriste », a déclaré Maria Zakharova, porte-parole de la diplomatie russe. «Personne au sein de l'actuelle gouvernance en Arménie n'a remis Zelensky à sa place. Alors de quel côté de l'Histoire êtes-vous ? », a-t-elle ajouté, lors de son briefing hebdomadaire. Il sied de rappeler que depuis le lancement de son offensive à grande échelle en Ukraine en février 2022, les responsables russes insultent régulièrement Volodymyr Zelensky et qualifient l'Ukraine d'«Etat terroriste»,

des accusations considérées à Kiev comme de la propagande de guerre. La porte-parole de la diplo-



Maria Zakharova, porte-parole de la diplomatie russe

matie russe a aussi critiqué la déclaration finale signée par l'Arménie et l'UE à l'issue de leur sommet mardi. Cette déclaration reconnaît l'aspiration d'Erevan à rejoindre l'UE et approfondit la coopération entre les deux parties dans les domaines économique et sécuritaire. « Une telle ligne de conduite de la part des autorités arméniennes mènera tôt ou tard à l'implication irréversible d'Erevan dans la ligne antirusse de Bruxelles, avec toutes les conséquences politiques et économiques qui en découleront pour l'Arménie », a averti Maria Zakharova. Selon les sources, l'Ar-

ménie, ex-république soviétique ayant gardé des liens avec Moscou et qui tente de se rapprocher de l'Europe, avait accueilli lundi des dizaines de dirigeants, dont Volodymyr Zelensky, pour un sommet de la Communauté politique européenne (CPE). Un sommet entre l'UE et l'Arménie s'est ensuite tenu mardi à Erevan. «Concernant la question de l'Ukraine, nous ne sommes pas un allié de la Russie», a, de son côté, relevé Nikol Pachinian, Premier ministre arménien. Il sied de rappeler que la Russie et l'Arménie sont tous deux membres de l'Organisation du traité de sécurité collective, une alliance militaire dont fait toujours partie l'Arménie malgré le gel de sa participation en 2024 et de l'Union économique eurasiatique. L'armée russe possède également une base militaire en Arménie. Par ailleurs, en avril dernier, le président russe Vladimir Poutine avait averti Nikol Pachinian qu'une participation à des blocs rivaux était « tout simplement impossible par définition ».

## Xénophobie : l'Afrique du Sud et le Mozambique promettent une réponse commune

Kinshasa, 8 mai 2026 (ACP).- L'Afrique du Sud et le Mozambique ont réaffirmé leur engagement à coopérer face à la montée des pressions migratoires et à une recrudescence des violences xénophobes à Pretoria, ont rapporté jeudi les médias internationaux. « Il est nécessaire pour les deux pays de lutter ensemble contre la xénophobie, je tiens à rappeler que la Mozambique a joué un grand rôle aux côtés des Sud-Africains durant la lutte contre l'apartheid (...) nous avons toujours été en-

semble dans le combat contre l'apartheid », a déclaré Daniel Chapo, président mozambicain.



Le président mozambicain Daniel Chapo et son homologue sud-Africain, Cyril Ramaphosa

Il a indiqué que les discussions tenues à Pretoria ont mis en évi-

dence l'interdépendance historique des deux pays et la nécessité de transformer leur proximité géographique en une coopération économique et sociale concrète. «Nous allons donner des directives à nos gouvernements afin d'accélérer les programmes conjoints dans des secteurs clés tels que l'agriculture, l'énergie, les mines et les infrastructures », a-t-il précisé. Selon les sources, cette relance de la coopération intervient dans un climat tendu en Afrique du Sud, marqué par des manifestations an-

ti-migrants visant plusieurs communautés étrangères, notamment des ressortissants mozambicains, basothos et zimbabwéens. Dans plusieurs villes comme Durban, Johannesburg et Le Cap, ces mobilisations ont donné lieu à des menaces d'expulsion, des actes de harcèlement et des épisodes de violence, suscitant l'inquiétude des autorités régionales ainsi que de la communauté internationale. Plus de 300 000 Mozambicains vivent actuellement en Afrique du Sud,

et les autorités de Maputo suivent la situation avec attention, alors que les inquiétudes grandissent au sein des communautés concernées. De son côté, Cyril Ramaphosa a souligné l'importance de cette rencontre pour aborder les enjeux économiques, sécuritaires et sociaux communs. Il a indiqué que les mesures visant les travailleurs en situation irrégulière seraient appliquées parallèlement à des efforts pour encourager la régularisation des migrants, insistant sur la né-

cessité d'une gestion ordonnée des flux migratoires. « Nous encourageons toutes les personnes venant d'autres pays à s'assurer qu'elles disposent des documents adéquats », a-t-il dit. En outre, le président sud-africain a également cherché à apaiser les inquiétudes du secteur privé, affirmant que les discussions sur les questions commerciales et réglementaires se poursuivraient afin de renforcer les échanges économiques et réduire les tensions entre les deux pays.

## L'Onu exhorte Tunis à mettre fin à la répression contre la société civile

Kinshasa, 8 mai 2026 (ACP).- Le Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme a exhorté jeudi la Tunisie à mettre fin à la répression accrue ciblant les organisations de la société civile et les médias fustigeant un recours croissant aux poursuites pénales, selon un communiqué des Nations Unies. « La répression et les restrictions continues de l'espace civique par les autorités tunisiennes portent atteinte aux droits humains protégés par la constitution du pays et ses obligations internationales en matière de droits humains », a déclaré Volker Türk, Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme. « Nous constatons une tendance accrue des autorités tunisiennes à recourir à des sanctions judiciaires pour restreindre l'exercice du droit à la liberté d'association, avec très peu de respect pour les principes de légalité, de nécessité et de proportionnalité requis pour que de telles restrictions soient admissibles », a-t-il ajouté. Le Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme a exhorté les autorités tunisiennes à libérer immédiatement et sans condition toutes les personnes détenues ou emprisonnées pour avoir exprimé leurs opinions, protégées par le droit

international des droits humains, et à lever toutes les restrictions arbitraires aux libertés d'expression



*Volker Türk, Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme*

et d'association, ajoutant que l'absence d'une cour constitutionnelle opérationnelle constitue une lacune institutionnelle majeure pour garantir des protections effectives des droits humains. Par ailleurs, les restrictions gouvernementales imposées aux médias continuent de s'intensifier. Le 24 avril, le journaliste Zied El Heni a été arrêté en vertu d'une loi qui criminalise de manière vague l'utilisation des réseaux de télécommunications pour « nuire à autrui ». Il demeure en détention provisoire. Vingt-huit autres journalistes, dont Mourad Zghidi, ont été arrêtés l'année dernière, puis jugés et condamnés à diverses peines de prison pour des faits liés à leur activité professionnelle, sur la base de dispositions

formulées en termes généraux d'un décret-loi de 2022 « relatif à la lutte contre les infractions se rapportant aux systèmes d'information et de communication », et d'autres textes législatifs. « Les restrictions aux libertés fondamentales doivent rester exceptionnelles, basées sur une loi claire, nécessaire et proportionnée à la poursuite d'un objectif légitime, non-discriminatoire et assortie d'une procédure régulière et d'un contrôle judiciaire effectif. Le respect de l'État de droit en Tunisie exige des garanties institutionnelles renforcées, la protection de l'espace civique et une réforme législative inclusive et fondée sur les droits, conformément aux engagements internationaux du pays en matière de droits humains », a-t-il dit. Il sied de noter que les acquis démocratiques et en matière de droits humains de la Tunisie après 2011 doivent être préservés et non pas progressivement démantelés a-t-il précisé, soulignant que le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme encourage les efforts des parlementaires tunisiens pour modifier le décret-loi de 2022, utilisé pour criminaliser certaines formes d'expression protégées, notamment la critique des responsables publics. Pour

rappel mardi dernier, un tribunal tunisien a suspendu l'organisation internationale Avocats sans frontières pour 30 jours, invoquant un manquement réglementaire. Cela

intervient quelques jours après une suspension similaire contre la Ligue tunisienne des droits de l'homme. Les autorités invoquent souvent des irrégularités de finan-

cement et d'audit pour justifier ces suspensions, qui peuvent paralyser totalement le travail essentiel de ces organisations en matière de droits humains.

## Interpol : près de 270 arrestations liées au trafic de médicaments dans 90 pays

Kinshasa, 8 mai 2026 (ACP).- L'Organisation internationale de police criminelle (Interpol) a an-



*Un échantillon de médicaments*

noncé jeudi l'arrestation de 270 personnes soupçonnées de trafic de médicaments ainsi que le démantèlement de 66 groupes criminels, lors d'une opération policière menée dans 90 pays, ont rapporté les médias internationaux. « Près de 270 personnes soupçonnées de trafic de médicaments ont été arrêtées et 66 groupes criminels démantelés lors d'une opération

policière menée dans 90 pays », a indiqué un communiqué de l'Interpol. « Ces produits, souvent présentés comme des compléments alimentaires, sont vendus dans le cadre de traitements alternatifs contre le cancer », a ajouté la source, soulignant que ces allégations ne sont étayées par aucune preuve scientifique. La police criminelle internationale qui s'inquiète particulièrement du détournement de produits antiparasitaire a précisé que l'opération « Pangea XVIII », organisée en mars dernier sur tous les continents, a également permis de saisir plus de 6 millions de remèdes illicites, d'une valeur de 15,5 millions de dollars. En outre, l'organisation note une « forte hausse » des saisies de médicaments antiparasitaires, notamment des vermifuges uniquement autorisés en médecine vétérinaire. « Grâce

aux marchés en ligne et aux circuits d'approvisionnements informels, les criminels peuvent exploiter les failles de contrôles et cibler des personnes en quête de traitements rapides ou abordables », a analysé Valdecy Urquiza, Secrétaire général d'Interpol, mettant en garde contre des conséquences « graves, voire fatales ». « L'usage de ce type de produits avait « déjà été observée » lors de la pandémie de Covid-19 », a rappelé Interpol. Par ailleurs, parmi les affaires notables de l'opération, une usine de production clandestine de médicaments a été démantelée en Bulgarie, où des millions de comprimés, ampoules et produits injectables ont été saisis. Au Burkina Faso, les autorités ont confisqué 384.000 gélules antibiotiques. En Côte d'Ivoire, une tonne d'ibuprofène contrefait a été découverte dans un véhicule.

## Etats-Unis-Vatican : vers un renouvellement des relations bilatérales

Kinshasa, 8 mai 2026 (ACP).- Le renouvellement des engagements communs entre les États-Unis et le Vatican a été au centre des échanges jeudi, lors d'une visite du secrétaire d'Etat américain au saint siège, ont rapporté les médias internationaux. « L'engagement commun à cultiver de bonnes relations bilatérales entre le Saint-Siège et les États-Unis d'Amérique a été renouvelé », a indiqué un communiqué du Vatican. Selon la source, ces discussions ont essentiellement porté sur un échange de vues sur la situation régionale et internatio-

nale, avec une attention particulière portée aux pays touchés par la guerre, les tensions politiques



*Poignée des mains entre le pape Léon XIV et le secrétaire d'Etat américain*

et les crises humanitaires, ainsi que sur la nécessité d'œuvrer sans relâche pour la paix. Le secrétaire

d'Etat Américain, Marco Rubio a également été reçu par le cardinal Parolin, avec lequel il a évoqué les pays marqués par la guerre, les tensions politiques et les crises humanitaires, ainsi que la nécessité de « travailler sans relâche » pour la paix. Parmi les sujets abordés : les conflits au Moyen-Orient, en Afrique et la situation à Cuba. Sur ces derniers points, la Salle de presse a expliqué que des pays d'Afrique et du Moyen-Orient, notamment le Liban et l'Iran ont été cités au nombre des zones de conflit, et que des questions

plus urgentes ont également été abordées, comme Cuba dans un contexte de fortes tensions avec les États-Unis où la nécessité de soutenir le peuple de l'Île des Caraïbes a été réaffirmée. Par ailleurs, Marco Rubio et le Pape s'étaient déjà rencontrés le 19 mai 2025 en présence du vice-pré-

sident J.D. Vance au lendemain de la messe marquant le début du ministère pétrinien de Léon XIV. Le Successeur de Pierre a fait référence à cette dernière rencontre en accueillant son hôte : «un an... moins dix jours!» Il sied de noter que la rencontre de ce jeudi s'est déroulée à la veille du premier

anniversaire de l'élection du 266<sup>e</sup> Successeur de Pierre, et quelques jours après les critiques du président Donald Trump à l'encontre du pape, auxquelles Léon XIV avait répondu mardi soir à Castel Gandolfo.

## Iran : Pezeshkian dit avoir rencontré le guide suprême Mojtaba Khamenei

Kinshasa, 8 mai 2026 (ACP).- Le président iranien Massoud Pezeshkian a affirmé jeudi avoir rencontré, à une date non précisée, le guide suprême Mojtaba Khamenei, qui n'a pas été vu en public depuis sa nomination début mars en pleine guerre contre Israël et les États-Unis, ont rapporté les médias internationaux. « Ce qui m'a le plus marqué lors de cette rencontre, c'est la vision et l'approche humble et sincère du guide suprême de la Révolution islamique », a déclaré Massoud Pezeshkian, président iranien. Selon les sources, au premier jour de la guerre le 28 février, Mojtaba Khamenei avait été blessé dans des frappes israé-

lo-américaines qui ont coûté la vie à son père et prédécesseur à la fonction de guide suprême, Ali



Mojtaba Khamenei, guide suprême iranien

Khamenei. Sa désignation par l'Assemblée des experts, le collège de 88 membres chargé de désigner le nouveau guide suprême, avait été

annoncée à la télévision d'Etat le 9 mars. Depuis, Mojtaba Khamenei ne s'est exprimé que par le biais de communiqués. Âgé de 56 ans, il a succédé à son père, tué à 86 ans après plus de trois décennies à la tête de l'Etat. Ali Khamenei avait lui-même succédé en 1989 au fondateur de la République islamique, l'ayatollah Rouhollah Khomeini. Il sied de noter que le portrait de Mojtaba Khamenei est omniprésent dans les rues en Iran mais le nouveau dirigeant brille par son absence sur la scène publique, à rebours de la présence régulière de son père dans l'espace médiatique iranien.

## Etats-Unis-Iran : le Pakistan s'attend à un accord de paix « le plus tôt possible »

Kinshasa, 8 mai 2026 (ACP/Xinhua).- Le ministère pakistanais des Affaires étran-



Tahir Hussain Andrabi, porte-parole du ministère pakistanais des Affaires étrangères

gères a exprimé jeudi l'espoir qu'un éventuel accord de paix entre les Etats-Unis et l'Iran

puisse être conclu «le plus tôt possible», a rapporté l'agence chine nouvelle. « Nous nous attendons à ce qu'un accord soit conclu le plus tôt possible », a déclaré Tahir Hussain Andrabi, porte-parole du ministère pakistanais des Affaires étrangères. « Si cela devait se faire à Islamabad, ce serait un honneur et un privilège », a-t-il ajouté en réponse à une question sur les négociations entre Washington et Téhéran. « En tant que facilitateur et médiateur impartial, il nous incombe de préserver la confidentialité des informations et nous

veillerons à ce qu'elles restent confidentielles », a poursuivi M. Andrabi, poursuivant que le Pakistan serait favorable à tout accord, quel que soit le lieu où il serait conclu. Il a également indiqué que le Pakistan était prêt à faciliter le dialogue, qualifiant son pays de «médiateur impartial».

## Lutte: « Les six médailles d'or des lutteurs congolais, symboles de la RDC »

Kinshasa, 8 mai 2026 (ACP).-Le ministre des Sports et Loisirs de la République démocratique du Congo (RDC) a affirmé que les six médailles d'or décrochées par les



Le ministre Budimbu saluant un des lutteurs médaillés

lutteurs congolais, au championnat d'Afrique, en Égypte, sont considé-

rées comme des symboles du pays, lors d'une audience accordée jeudi à ces lutteurs congolais. « Les six médailles d'or que vous avez raflées, au championnat d'Afrique, qui s'est déroulé, du 26 avril au 6 mai 2026 dans la ville d'Alexandrie, en Égypte, représentent des symboles de la RDC », a déclaré Didier Budimbu, ministre des Sports et Loisirs de la RDC. « Avec ce résultat escompté, que vous venez de réaliser, j'aimerais que ces médailles soient présentés auprès du Chef de l'État, Félix-Antoine Tshisekedi, dans les prochains jours », a-t-il précisé. Et de conclure : « Cette rencontre avec le premier sportif du pays est une façon de récompenser nos athlètes, qui en dépit de difficultés,

ont eu à décrocher au total 16 médailles, dont 6 en or, 1 en argent et 9 en bronze ». Pour rappel, la délégation de l'équipe nationale de



La délégation exhibant ses trophées

lutte de la RDC a regagné le pays, jeudi 7 mai 2026, dans la matinée, en provenance de la ville d'Alexandrie, au pays des Pharaons.

## Élection à la présidence Fecofa : un candidat dénonce le non-traitement de son recours

Kinshasa, 8 mai 2026 (ACP).-Un candidat à l'élection présidentielle de la Fédération congolaise de football association (Fecofa), en République démocratique du Congo (RDC), a saisi la Commission électorale de cette instance sportive, pour dénoncer l'absence



Jean-Max Mayaka, candidat non validé

de traitement de son recours contre l'irrecevabilité provisoire de sa candidature, selon un communiqué consulté jeudi à l'ACP. « Jean-Max Mayaka Bolotosako, candidat à la présidence de la Fecofa, revient vers votre haute juridiction relativement au recours

officiellement déposé, en date du 4 mai 2026 contre la décision d'irrecevabilité provisoire de sa candidature. À ce jour, soit plus de soixante-douze (72) heures après le dépôt régulier dudit recours, aucune notification officielle, aucune convocation, ni aucune décision de votre juridiction n'a été portée à la connaissance à ma connaissance », a-t-il lu. D'après ce document, le candidat a dénoncé un « silence prolongé » qui soulève de sérieuses préoccupations quant au « respect des délais raisonnables de traitement; principe de célérité électorale; droits fondamentaux du candidat et à la transparence du processus électoral.

### Insécurité juridique à 4 jours du début de la campagne électorale

Par ailleurs, la même source précise que la campagne électorale débute officiellement, le 11 mai 2026, soit dans quatre jours. Cette absence persistante de décision

place injustement le candidat dans une situation d'insécurité juridique et de désavantage manifeste, alors qu'il s'est préparé à participer à cette campagne dans le strict respect des règles. L'ancien président de coordination du FC Renaissance du Congo, Jean-Max Mayaka a estimé que le maintien de cette « incertitude juridique » est de nature à porter atteinte à l'égalité entre candidats, compromettre la sincérité du scrutin et fragiliser davantage la crédibilité du processus électoral pour une élection à la tête d'une fédération membre de la Fédération internationale de football association (Fifa) et de la Confédération africaine de football (Caf).

### Mise en demeure et menace de recours internationaux

Par cette correspondance signifiée par voie d'huissier de justice, Jean-Max Mayaka a mis formellement en demeure la juridiction

de confirmer la recevabilité du recours introduit, de communiquer officiellement l'état de traitement du dossier et de notifier dans les meilleurs délais, la décision. À défaut de réaction diligente, il a promis de se réserver le droit de

saisir les instances supérieures compétentes d'élargir la procédure aux organes internationaux de gouvernance sportive et de faire constater judiciairement les irrégularités observées. Pour rappel, la publication de la liste

définitive des candidats retenus pour ce scrutin est prévue pour le 11 mai, tandis que l'élection proprement dite interviendra, le 20 mai.

## Basket-ball à Kinshasa: CNSS leader au championnat féminin de l'Entente urbaine Ouest

Kinshasa, 8 mai 2026 (ACP).-Le BC Caisse nationale de sécurité sociale (CNSS) a été classé leader au classement du championnat féminin de l'Entente urbaine de basket-ball de Kinshasa (Eubakin)-Ouest, en République démocratique du Congo (RDC), avec 28 points, en 15 sorties, selon les



BC CNSS dames

statistiques de cette entité sportive. D'après ces données chiffrées, consultées jeudi par l'ACP, la deuxième position de ce classement est occupée par le BC Olympique

Gégé Kizubanata Sport (OGKS), avec le même nombre des points, en autant de matchs joués. Pour sa part, le BC Jourdain est classé à la troisième place, avec 27 points, pour le même nombre de rencontres livrées. À l'issue de la 15ème journée, l'intégralité de ce classement s'établit comme suit : CNSS et OGKS 28 points à chacun, Jourdain 27 pts, Corridor 26 pts, Arc-en-ciel 25 pts, Raphaël et Espérance 24 points à chacun, Vita Club 23 pts, Maison des jeunes et Yellow Stars 22 points à chacun, Révélation 20 pts, New Volcan 19 pts, Mimosa 18 pts, Inri 15 pts, Tondo et Pika Ball 13 points à chacun

### *Huit (8) clubs qualifiés pour la phase des play-offs*

Parmi ces 16 équipes énumérées

dans le classement ci-haut, les 8 premières ont validé leur ticket pour la phase des play-offs. Signalons que cette phase des play-offs va se dérouler du 10 au 17 mai, au gymnase du stadium des Martyrs de Kinshasa, capitale de la RDC.



BC CNSS Dames

Ci-après, les noms de ces 8 clubs : CNSS, OGKS, Espérance, Jourdain, Corridor, Arc-en-ciel, Raphaël, Vita Club

## Francophone: Kinshasa seeks N'Djamena's support for Juliana Lumumba's candidacy

**Kinshasa, May 8<sup>th</sup>, 2026 (CPA).**— The President of Chad, Mahamat Idriss Déby, received in N'Djamena the Congolese minister in charge of Francophone affairs, who came to seek his country's support for the Democratic Republic of the Congo's candidacy for the post of Secretary-General of the International Organization of La Francophonie (OIF), according to a statement consulted Thursday by CPA. *“Mandated by His Excellency the President of the Republic, Félix Tshisekedi, Minister Crispin Mbadu transmitted an official message relating to the candidacy of Ms. Juliana Lumumba for the position of Secretary-General of the OIF,”* the communiqué from the Deputy Minister attached to the Minis-

ter of Foreign Affairs in charge of Francophone and the Congolese Diaspora stated. During the discussions, the DRC reaffirmed its vision of a Francophone of action, solidarity and renewal, led by the world's largest French-speaking country. The candidacy of Ms. Juliana Lumumba embodies the ambition of an engaged Africa aiming to bring new political, economic and cultural momentum to the Francophone space, the source added. This meeting reflects the strengthening of ties between Kinshasa and N'Djamena around key Francophone issues, including youth, balanced multilateralism and cooperation among Francophone peoples. Since two successive meetings between ac-

credited ambassadors in Kinshasa and the Congolese Head of State, followed by discussions with the Minister of Foreign Affairs Thérèse Kayikwamba Wagner, the Congolese government has been conducting an intensive diplomatic campaign across several Francophone capitals. On March 31<sup>st</sup>, President Tshisekedi sent a delegation to Brazzaville to meet his counterpart Denis Sassou Nguesso, led by Crispin Mbadu, Deputy Minister in charge of Francophone and the Congolese diaspora, to seek Brazzaville's support for Juliana Lumumba's candidacy. The elective General Assembly is scheduled to take place during the Francophone Summit in Cambodia on November 15<sup>th</sup> –16<sup>th</sup>, 2026.

## Development: interventions of an American humanitarian organization in the DRC discussed during meeting

**Kinshasa, May 8<sup>th</sup>, 2026 (CPA).**— The interventions of an American humanitarian NGO in the Democratic Republic of the Congo were on Wednesday at the center of discussions between the Minister in charge of Planning and the Country Director of the International Rescue Committee (IRC Rescue org), a humanitarian non-governmental organization, according to a statement received on Thursday by CPA. *“Minister of State in charge of Planning and Coordination of Development Aid,*

*Guylain Nyembo, held talks on May 6<sup>th</sup>, 2026 with Ms. Heather Kerr, Country Director of the International Rescue Committee (RESCUEorg), an American humanitarian NGO, regarding the interventions of this organization in the Democratic Republic of the Congo,”* the statement read. According to the source, the actions carried out by IRC in favor of vulnerable populations, particularly displaced persons, refugees, as well as women, children, girls and boys, especially in the eastern part of the

country, were at the center of the discussions between the two personalities. IRC also mentioned its expansion prospects toward the western part of the country, notably in Maï-Ndombe province. Furthermore, particular attention was paid to the worrying situation of child malnutrition, especially in Kalemie, where IRC is implementing a major care program. Both parties welcomed the quality of the discussions, which also made it possible to explore prospects for future collaboration.

## DRC: improvement of electricity presented as one of the drivers of entrepreneurship (Félix Tshisekedi)

**Kinshasa, May 8<sup>th</sup>, 2026 (CPA).**— Improvement in access to electricity was presented as one of the

essential drivers for encouraging entrepreneurship and creating wealth in the Democratic Repu-

blic of the Congo (DRC) by the President of the Republic during a press conference held Wednes-

day in Kinshasa. *“Without road infrastructure, without energy infrastructure, how are we going to encourage independent individuals to create their businesses? How would that be possible?”* the Head of State asked, referring to the structural challenges facing the country. He recalled the progress made in the electricity sector while calling for patience. *“When I came into office, I found the electrification rate at 9%. Today, we are at 22%. So, this will continue, but it requires time. Congo, as I told you, is a subcontinent. Therefore, what*

*may take a few months in some countries will, for us, take years to be built,”* explained Félix Tshisekedi. Faced with these challenges, Félix Tshisekedi assured that efforts are being made to improve the living conditions of the population, notably through agricultural development. *“This does not mean that we should leave our populations in suffering. We are trying to make efforts. Today, our minister has traveled across the country to provide farmers with seeds because we must encourage local production,”* he indicated. The Head of State stressed

the importance of local production as a driver of growth and equitable redistribution of resources. *“It is what will help us create wealth and will obviously enable us, thanks to this created wealth, to redistribute it fairly, while making efforts to fight extreme poverty,”* he affirmed. While acknowledging that results require time, he called on the population to maintain trust and patience. *“Look at Congo as a half-full glass. Do not look at it as a half-empty glass. Today, we are the fifth-largest economy in Africa,”* he added.

## **DRC: life imprisonment requested against Lieutenant-General Philémon Yav for treason**

**Kinshasa, May 8<sup>th</sup>, 2026 (CPA).**— A sentence of life imprisonment was requested Thursday by the General Prosecutor’s Office of the Armed Forces of the Democratic Republic of the Congo (FARDC) against Lieutenant-General Philémon Yav, former commander of the 3rd Defense Zone, for treason, during a hearing before the High Military Court in Kinshasa. *“May it please your august court to declare established in fact and in law the offenses of treason and incitement of soldiers to commit acts contrary to duty or discipline against the defendant Lieutenant-General Philémon Yav, and to sentence him, while admitting mitigating circumstances due to his first offense, to 20 years in prison for incitement of soldiers and to life penal servitude for treason,”* requested Lieutenant-General Lucien-René Likulia, magistrate of the military prosecutor’s office. He pleaded before the court for the application of Article 7 of the Military Penal Code in order to retain only one sentence, *“the harshest one,”* namely life penal servitude. The prosecution argued that the defendant Yav was in collusion with a foreign power by the fact that he had kept a message ori-

ginating from Rwanda, a country accused of aggression against the DRC. *“The statements of the late General Chirimwani are of particular importance,”* said the magistrate of the military prosecutor’s office, *maintaining that the latter confirmed having personally consulted in the defendant Yav’s telephone a message from Colonel Senkoko stating that “this Chirimwani is blocking our project.”*

### **The military prosecutor during his submissions**

*“All the constituent elements of the offense of treason are therefore established, Mr. President, against the aforementioned defendant as provided for in Article 182.1 of the Ordinary Penal Code, Book I,”* the prosecution stressed. For the coordinator of the collective of defense lawyers, the military prosecutor formulated his submissions on the basis of rumors. *“Mr. President, the submissions of the Public Prosecutor’s Office are based on rumors. The prosecuting body has transformed rumors into prosecution,”* replied Me Parfait Kanyanga, lawyer for the defendant. He added that *“rumors should remain in the streets and the law in the courthouse,”* citing constant ju-

risprudence of the High Military Court. After the intervention of two defense lawyers reacting to the request of the military prosecutor’s office, the High Military Court decided to adjourn the case for one week. *“We will continue with the reply and rejoinder of the parties on Tuesday, May 12<sup>th</sup>, after which the defense pleadings will follow,”* declared Lieutenant-General Magistrate Joseph Mutombo Katalayi Tiende, First President of the High Military Court and presiding judge of the panel. Lieutenant-General Philémon Yav Irung, former commander of the 3rd Defense Zone, is being prosecuted for violating instructions from the hierarchy prohibiting any unit operating in the eastern part of the country from programming “Vertel” radio frequencies for communication, as well as for inciting soldiers to commit acts contrary to duty or discipline.